

Nouvelle Calédonie :

les indépendantistes font la preuve
de leur représentativité.

p. 8

lutte ouvrière

Un demi-
septennat
positif
aux yeux
des
patrons

p.4

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 860 - 24 novembre 1984 - prix : 6 F



Tchad :

ce n'est pas devant

Kadhafi,

c'est devant la droite

que

Mitterrand se ridiculise

sommaire

Dans le monde

Page 8 :

- Nouvelle-Calédonie : les indépendantistes font la preuve de leur représentativité.

Page 9 :

- Ceux qui prédisent la fin de la grève des mineurs anglais.
- Le bilan de l'Andalousie « socialiste ».

Page 10 :

- Argentine : Alfonsín essaie de faire plébisciter son régime.

Page 11 :

- Uruguay : le régime militaire organise les élections.
- Chili : répression dans les quartiers populaires.

Page 20 :

- Grève contre la fraude fiscale en Italie.
- Assassinat d'un député indépendantiste basque.
- Pologne : croisières vers le large.

En France

Page 4 :

- Un demi-septennat positif aux yeux des patrons.

Page 5 :

- A la mi-temps, Pons passe l'éponge à Toubon.

Page 6 :

- LTT-Conflans ; CHR Trousseau Tours ; Alcatel-Thomson Levallois.

Page 7 :

- Chômage : un nouveau record !
- Les caisses chômage à nouveau vides.

Pages 12 et 13 :

- Delle-Alstom Villeurbanne ; Renault DRDA Rueil ; RNUR Billancourt ; Hispano-Suiza Bois-Colombes.

Page 14 :

- Ducellier Auvergne : les luttes des travailleurs contre les licenciements.

Page 15 :

- Lorraine : grève générale dans les mines de fer.
- Ateliers SNCF de Quatre-Mares ; Aussage Dijon.

Culture

Pages 16 et 17 :

- Livres : Vietnam de S. Karnow ; Laylà, ma raison d'A. Miquel ; La place d'A. Ernaux.
- Chester Himes : de la révolte à la résignation.

Pages 18 et 19 :

- Films : Quilombo ; Et la vie... et les larmes... et l'amour ; 1984.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

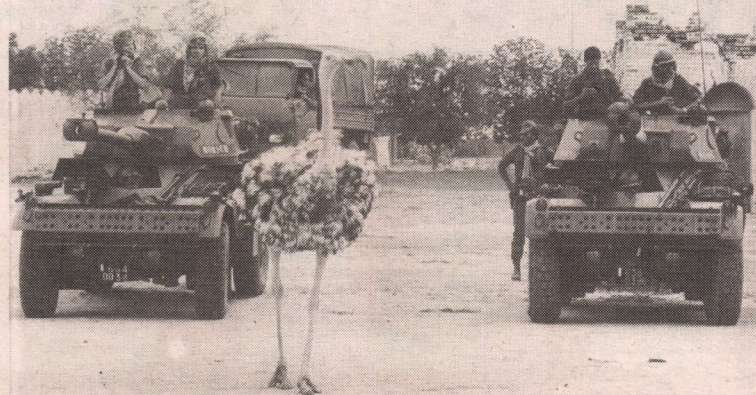
Tchad

Les volte-face de Mitterrand

En arrivant au pouvoir, le gouvernement socialiste a hérité d'une situation plutôt embrouillée au Tchad, qu'il était d'ailleurs tout prêt à assumer. Et pendant deux ans, il a effectivement jonglé entre les factions rivales, tout en soutenant le dictateur en place du moment, Hissène Habré, et en essayant d'associer la Libye à une sorte de statu-quo au moins provisoire puisque la situation a toujours été mouvante et même mouvementée.

Seulement voilà, les Etats-Unis pour leur part ne trouvaient pas leur compte dans cette politique, eux qui souhaitent amener la France à renoncer à ses tentatives de conciliation avec Kadhafi pour adopter une politique plus dure à son égard, sans reculer devant une intervention militaire directe.

En juillet 1983 toute une campagne se déclencha sur le thème de « l'internationalisation du conflit tchadien ». Les USA, engagés au Liban et en Amérique centrale dans des conflits armés, firent pression pour qu'au Tchad, dans la zone d'influence traditionnelle de l'impérialisme français, ce soit la France qui intervienne directement pour tenir tête à Kadhafi. Cette pression consista à renforcer l'aide américaine à Habré, en argent et en matériel, à livrer du matériel ultra-moderne (en particulier deux avions-radar AWACS) à l'Egypte, à faire patrouiller la VI^e flotte américaine au large des côtes libyennes, à augmenter le contingent de paras zaïrois présent au Tchad, qui passa alors à 2 000 hommes, et à faire intervenir auprès du gouvernement français tous les dictateurs africains occidentaux, en premier lieu Mobutu et Habré. En France même, la presse de droite répéta que, derrière la Libye, l'Union Soviétique se profilait,



Il n'y a pas que cette autruche à avoir perdu des plumes avec le corps expéditionnaire français au Tchad...

et qu'il fallait absolument donner un coup d'arrêt à cet expansionnisme agressif.

Le gouvernement de Mitterrand céda à cette pression conjuguée des USA, des dirigeants africains et de la droite française. Car tous laissaient entendre que, si la France n'intervenait pas, ce seraient les USA qui seraient contraints de le faire et que la France se ferait évincer de ce qui était depuis un siècle sa chasse gardée africaine. Mais Mitterrand limita l'intervention. Le 10 août, il envoyait à Habré 500 parachutistes, comme instructeurs pour ses troupes, et non pas pour se battre. Puis ce fut l'opération Manta, qui installa au Tchad 2 000 à 3 000 soldats français avec leur matériel lourd et tous les moyens d'appui, en leur confiant la mission de geler la situation, en empêchant toute avance des troupes libyennes au sud d'une ligne, ainsi d'ailleurs que toute avance des troupes de l'oppositionnel Goukouni Oueddei.

Tout en cédant en partie aux pressions américaines, Mitterrand a cependant évité l'affron-

tement direct avec Kadhafi, auquel voulaient l'entraîner les dirigeants américains, toujours prompts à faire la guerre avec les soldats de leurs alliés. Et après un an de face-à-face dans le désert, Mitterrand pensait pouvoir se dégager du guépier et même avec le bénéfice politique d'avoir eu l'air d'être ferme, tout en évitant la guerre.

Patatrac ! Les Américains l'attendaient au tournant. La campagne d'intox déclenchée par les USA, relayée en France par la droite sur la présence réelle ou supposée de 3 000 soldats de Kadhafi encore au Tchad — comment distinguer un soldat de Goukouni de celui de Kadhafi, allez savoir ? — a réussi à faire apparaître Mitterrand comme le benêt naïf qui s'est fait rouler par le chef d'Etat libyen.

Pour s'être fait rouler, Mitterrand s'est en effet fait rouler. Non par Kadhafi mais par les USA et par la droite, qui sont en train de lui imposer ce dont il voulait se dégager, en le faisant apparaître de surcroît comme parfaitement ridicule.

Vincent GELAS

Saint-Chrotron, patron de l'Alsace, votez pour nous

C'est qu'il s'est mis en colère, le Mitterrand, jeudi dernier devant tous les notables de Strasbourg qui lui faisaient la gueule. « Je suis président de la République française, Strasbourg c'est la France, j'y viendrai si je veux, quand je veux », leur a-t-il dit en substance, singeant le « J'y suis, j'y reste » de Mirabeau.

Non, mais c'est vrai ! Qu'est-ce qu'ils ont tous, ces députés, conseillers généraux et maires d'Alsace, à rechigner ? A-t-on le droit de boudier le président de tous les Français pour la simple raison qu'il a refilé à Grenoble la construction du synchrotron qu'il leur avait promis ?

Bien sûr, cet accélérateur de particules aurait quelque peu accéléré les affaires des petites entreprises, hôteliers, commerçants, bref de la clientèle de tous ces notables en colère. Mais après tout, s'ils y tenaient tant, à leur saint-profit, ils n'avaient qu'à bien voter, qu'à voter socialiste. Et on aurait même pu, en prime, mettre leur député comme président de la Chambre à la place d'un député de l'Isère. Ils ne l'ont pas fait, tant pis pour eux.

Après tout, les ouvriers, eux, ils ont bien voté en 1981. Et ils ne font pourtant pas autant d'histoires que les notables strasbourgeois

pour toutes les promesses qu'on ne leur a pas tenues !

Alors on comprend le juste courroux du président qui a soudain trouvé un ton très peuple pour renvoyer sur les roses tous ces patrons qui voudraient que la France fasse tout pour eux, alors qu'ils ne font rien pour la France, qu'ils licencient ceux qui ne demandent qu'à travailler, exportent leurs capitaux chez les Yankees. On aurait presque cru entendre parler Georges Marchais.

Enfin pour une fois voilà Mitterrand qui hausse le ton face à des patrons et à leurs représentants. Mais il était venu tout de même à Strasbourg avec dans ses dossiers, en guise de lot de compensation, un avant-projet d'implantation d'une usine de pâte à papier sur l'actuel site de la Cellulose de Strasbourg. Car si Mitterrand veut bien donner de la voix en Alsace, comment faire pour que l'Alsace lui donne des voix ?

O.B.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.
(1) Rayer les mentions inutiles

Ce n'est pas devant Kadhafi, c'est devant la droite que Mitterrand se ridiculise

« **L**ES Français sont humiliés, ridiculisés », le chef de l'Etat s'est fait « flouer » par Kadhafi : c'est avec vigueur que la droite fait semblant de s'indigner que Mitterrand ait retiré ses troupes du Tchad alors que Kadhafi, lui, n'aurait pas évacué toutes les siennes. En somme, la droite s'indigne surtout que Mitterrand ait fait la paix.

On ne l'avait pourtant pas entendu crier si fort lorsqu'on a appris que les troupes d'Hissène Habré se livraient à de véritables massacres contre la population du sud du Tchad alors même que les troupes françaises étaient justement présentes au Tchad pour venir en aide à Hissène Habré. Cette fois-là la droite a bu sans sourciller la honte de laisser massacrer des populations civiles et d'aider militairement les assassins.

Mais pour jouer en paroles les va-t-en guerre contre Kadhafi, la droite n'a aucune retenue. Et il est tout de même savoureux de voir les chiraquiens qui se prétendent les continuateurs de De Gaulle, le champion — paraît-il — de l'indépendance vis-à-vis des USA, reprocher à Mitterrand de ne pas faire au Tchad la politique que les USA voudraient qu'il y fasse.

Car ce sont les USA qui ont poussé l'an dernier Mitterrand à envoyer ses troupes au Tchad, en fournissant une aide sous la forme des avions Awacs. Et aujourd'hui ils sont gênés qu'un accord même mineur puisse intervenir entre la France et Kadhafi ; accord qu'ils s'emploient d'ailleurs à faire capoter en fournissant à la droite française des informations sur la présence réelle et supposée des militaires et des blindés libyens au Tchad.

Les USA tiennent en effet à pouvoir présenter Kadhafi comme le responsable de tous les troubles qui se produisent dans les pays africains... et même au-delà. Leur diplomatie aurait souhaité qu'à l'occasion du Tchad l'armée française tape — de leur part — sur les doigts de Kadhafi. Ils étaient prêts à fournir pour cela la logistique si Mitterrand fournissait les soldats, c'est-à-dire les morts éventuels.

Mitterrand s'y est refusé jusqu'à présent : il est intervenu au Tchad mais sans livrer bataille aux Libyens. Il a limité le rôle des troupes françaises à une occupation du terrain et est aujourd'hui parvenu à un accord de retrait simultané avec Kadhafi.

Mais si Mitterrand a tenté au Tchad une politique un

peu différente de celle qu'auraient souhaitée les USA ou la droite, le courage lui manque tout à coup pour aller jusqu'au bout de ses choix. Et exactement comme pour son projet de loi sur l'école, ou sur la presse, ou sur l'imposition des grandes fortunes, il a suffi que la droite élève la voix pour que le gouvernement de gauche bafouille et recule.

Il a suffi que la droite fasse à Mitterrand quelques crocs-en-jambe en brandissant des pseudo-révélation de la CIA sur la présence de soldats libyens dans le nord du Tchad pour que le gouvernement change de politique, ou parle de le faire. Et, à peine les troupes ont-elles quitté le Tchad, que l'on parle de les renvoyer, et de recommencer cette fameuse « opération Manta ». Et par ses hésitations et ses reculades, le gouvernement socialiste donne de lui-même une image pitoyable. Ce n'est pas devant Kadhafi qu'il se ridiculise, c'est devant la droite.

Alors, on ne sait trop dans toute cette affaire s'il faut se fâcher que la droite française soit si réactionnaire, ou bien que la gauche française soit si pleutre.

Pour nous, travailleurs, le problème n'est pas de savoir si les troupes françaises sont parties trop tôt ou trop tard de leurs positions au Tchad. Elles n'ont rien à faire là-bas.

Car ce que les paras français sont partis faire au Tchad, c'est apporter leur soutien à une dictature, vomie de toutes façons par le peuple tchadien. Bien sûr, les troupes qui s'opposent à cette dictature et qui ont le soutien de la Libye, mettraient sans doute en place, en cas de victoire, une dictature tout aussi odieuse. Mais ce n'est pas cela qui est en question. Car les troupes françaises sont allées au Tchad pour démontrer aux dirigeants des divers Etats africains que, s'ils étaient menacés, le gouvernement français ne les laisserait pas tomber ; que les paras français seraient toujours là pour les aider à maintenir, contre leurs peuples, des régimes vomis.

On peut peut-être dire que les troupes libyennes n'ont rien à faire au Tchad ; bien qu'il soit difficile de savoir où passe la frontière entre les deux pays, et de dire ce que peut bien signifier cette ligne artificiellement tracée par les colonisateurs au siècle dernier. Mais les troupes françaises se trouvent, elles, à plusieurs milliers de kilomètres de leurs frontières. Et s'il y a des étrangers au Tchad, ce sont bien les Français.

Arlette LAGUILLER

MEXICO

Un crime du capital

Des centaines de morts, un millier de disparus, des milliers de blessés qui ne peuvent même pas être soignés dans les hôpitaux débordés, des milliers ou des dizaines de milliers — on ne sait même pas — de sans-abris, tel est le bilan de la catastrophe qui a ravagé tout un quartier de la banlieue de Mexico le 19 novembre.

L'explosion de l'usine de liquéfaction de gaz La Pemex a rasé les fragiles habitations aux toits de tôle sur un kilomètre carré, déclenchant un gigantesque incendie tandis que s'élevait une colonne de feu de trois cents mètres. « *Le feu de l'enfer ne peut pas être pire* », s'est exclamé un témoin, tandis qu'un autre affirmait : « *Ils ont été frits, littéralement frits* ».

Tout comme l'explosion, en février dernier, d'un oléoduc à Sao Paulo qui avait tué d'un coup plus de 500 personnes, cette horrible catastrophe ne doit rien à la fatalité. Il s'agit d'un crime, d'un crime qu'aucun terroriste ou qu'aucun fou assassin n'aurait osé perpétrer. Un crime du capital ! Le capital, pour qui les millions de pauvres ne sont que de la chair à profits et dont la vie n'importe pas, tant ils sont nombreux.

C'est le capital qui leur a d'abord rendu la vie invivable à la campagne parce que la terre ne doit pas servir à faire vivre et nourrir les hommes mais à faire des profits, toujours plus de profits. Et les profits de quelques poignées de possédants insatiables ne sont

possibles que s'ils accaparent les meilleurs terres, que s'ils appauvrissent les pauvres pour avoir une main-d'œuvre corvéable à merci. Leur richesse ne peut s'édifier que sur le dénuement du plus grand nombre.

Oui, c'est le capital qui pousse les pauvres vers les villes à la recherche d'un peu de mieux-être et qui en fait là des parias sans abris et souvent sans moyens de subsistance.

Et c'est encore le capital qui tire profit de l'existence de cette armée de pauvres gens agglutinés autour des villes. Car ils constituent une réserve inépuisable de main-d'œuvre à bas prix. C'est grâce à leur pauvreté, à leurs conditions de vie précaires que la bourgeoisie des pays impérialistes

fait tant de profits dans les pays sous-développés, quand elle y achète ses matières premières ou y installe ses usines.

Mais cette population des bidonvilles n'est pas assez riche pour que ce soit rentable de lui construire des maisons, de lui aménager des quartiers corrects avec des rues, des équipements en eau courante, en installations sanitaires. Ces gens-là ne peuvent pas payer. Et les besoins non solvables qui ne permettent pas de réaliser des profits en les satisfaisant, ça n'existe pas pour le capital.

Alors, les gens n'ont plus qu'à s'entasser comme ils le peuvent dans des installations de fortune, sur les terrains vagues laissés libres entre les usines, les réserves de gaz, les oléo-

ducs ou les aéroports. Ils y perdent leur vie à petit feu, ou dans des catastrophes comme celle de Mexico ou de Sao Paulo, pour que vive le capital, pour que les exploiters puissent continuer à amasser des richesses, à bâtir leurs empires financiers ou industriels.

Rien ne sera fait pour que de telles horreurs ne se reproduisent plus. Pipelines et usines à gaz peuvent bien exploser : les riches ne regretteront que les dégâts matériels mais ne craignent pas la mort des autres.

Les seules explosions qu'ils craignent, ce sont les explosions sociales. C'est que les pauvres se révoltent et leur fassent payer tous leurs crimes.

Dominique CHABLIS

Un demi-septennat positif aux yeux des patrons

Alors que son mandat présidentiel arrive à mi-parcours, Mitterrand a fait le point sur ses convictions socialistes, qu'il a confiées au journal patronal *L'Expansion* : « *Mon socialisme, c'est la recherche d'une vraie démocratie politique, économique et sociale* ». Sa conception du socialisme s'était illustrée au début du septennat, par les « *nationalisations du crédit et des grands pôles industriels* », considérées par Mitterrand comme une « *rupture avec le capitalisme* ». Trois ans après, les anciens actionnaires, copieusement indemnisés, doivent encore en trembler de rire ! Et aujourd'hui, à la question de savoir si le gouvernement Fabius mène la « *politique du capitalisme* », Mitterrand répond : « *Ni le président du patronat français ni les principaux responsables des partis conservateurs n'en semblent convaincus, et je pense qu'ils ont raison...* ». Pour affirmer encore aujourd'hui que le gouvernement a des penchants socialistes, Mitterrand ne trouve plus d'autres témoignages à invoquer que la droite la plus réactionnaire...

MOINS D'IMPÔTS POUR LES RICHES

L'Humanité du 17 novembre rendait compte d'une conférence de presse de la fédération CGT des Finances. Et, à un moment où la presse parle des « *nouveaux pauvres* », les chiffres cités par la CGT concernant l'impôt sur les grandes fortunes sont significatifs...

Alors que 339 agents des impôts avaient été prévus pour le contrôle et le calcul de cet impôt sur les plus riches — ce qui est peu —, 100 de ces postes ne sont toujours pas pourvus. Quant au rendement de cet impôt, contre toute logique, il va en diminuant au fil des années : 4,2 milliards en 1982, 3,9 en 1983.

A vrai dire, il y a une logique derrière ces chiffres : l'essentiel de cet impôt provient du capital immobilier possédé par des particuliers et, depuis deux ans, la baisse importante des achats et ventes d'appartements fait que l'estimation de la valeur de ce capital est le résultat d'expertises réalisées pour le compte des propriétaires... Et il n'est pas inutile de rappeler que les fortunes investies dans des entreprises considérées comme « *outil de travail* » (!) ou en valeurs telles que les tableaux sont épargnées par l'impôt sur les grandes fortunes.

En clair, depuis deux ans qu'il existe, cet impôt commence à être bien connu des riches et de leurs conseillers fiscaux, et ceux qui se débrouillent pour y échapper sont de plus en plus nombreux !

Quant à ceux, salariés, qui estimerait qu'il y a là une injustice flagrante, car eux ne disposent d'aucun moyen d'échapper à des impôts de plus en plus lourds, qu'ils sachent que, tout de même, les patrons sont régulièrement contrôlés par les agents du fisc : en moyenne, une entreprise était contrôlée tous les vingt ans en 1979, tous les trente-trois ans en 1982 et tous les trente-six ans en 1983...

Jean-Jacques FRANQUIER

Dans la même interview, le bilan que Mitterrand dresse de ses trois ans et demi de pouvoir est d'ailleurs éloquent : d'un côté un souci constant de préserver le profit, de l'autre quelques larmes versées sur le sort des chômeurs — socialisme oblige.

« *Vous ne trouverez nulle part un discours hostile au juste profit dans ma bouche* », déclare-t-il. Les nécessités de ce « *juste profit* » ont conduit au gonflement du chômage. Mais Mitterrand note que « *le rythme de l'accroissement du chômage est inférieur à celui du septennat précédent puisque, de 1974 à 1981, le pourcentage a été de 300 % et, de 1981 à 1984, de 35 %* ». Les 2,5 millions de chômeurs peuvent toujours se consoler de ne pas être 6 ou 8 millions ! Mitterrand ajoute quand même « *qu'il y a trop de chômeurs, que le chômage dure trop longtemps et que c'est insupportable* ».

En fait, c'est l'ensemble de la situation des travailleurs qui s'est dégradée. Y a-t-il eu beaucoup de remous ? « *Nous n'avons pas connu de graves conflits sociaux* », se félicite Mitterrand, qui explique que l'avantage de la gauche était de disposer « *d'une confiance populaire plus grande* » pour faire accepter cette situation.

Aux patrons qui lisent *L'Expansion*, Mitterrand ajoute : « *Nous sommes en France les premiers depuis trente ans à réduire les impôts et les charges sociales* ». Le patronat, s'il n'était pas ingrat, pourrait dire merci, car Mitterrand envers eux ne se contente pas de phrases complaisantes, à la manière dont il a distribué des bonnes paroles aux travailleurs. Avec eux, il ne bluffe pas. Baisser leurs impôts, leurs charges, et en prime leur verser des subventions, c'est effectivement la politique qu'il a menée depuis 1981.

La preuve en est, s'il en était besoin, le bilan de cette moitié de septennat que publie un autre journal patronal, *Le Nouvel Economiste*. Celui-ci a choisi de comparer les sept premiers semestres de Pompidou, Giscard et Mitterrand.

Vu sous l'angle de l'emploi, Mitterrand ne tient évidemment pas la route : « *Pour la première fois, en 1983, les effectifs au travail (21 millions d'emplois) (...) baissent de 190 000. C'est la plus mauvaise année enregistrée depuis 25 ans* ».

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, le bilan n'est pas plus favorable à Mitterrand. Le pouvoir d'achat du SMIC est, d'après le *Nouvel Economiste*, mieux préservé sous Mitterrand que sous Giscard, mais moins bien que sous Pompidou. Et pour les revenus en général, le *Nouvel Economiste* en vient presque à reprocher à Giscard d'avoir été plus à gauche que Mitterrand car, pour ce journal patronal, il n'avait pas déclenché une politique d'austérité suffisamment précoce et brutale : « *Malgré une expansion ralentie, M. Giscard d'Estaing garde encore la cadence (de l'augmentation des revenus) mais compromet la santé des entreprises. Avec Mitterrand, plus courageux ou moins prudent, c'est la quasi-stagnation* ». Une partie de la population doit puiser dans ses économies pour tenter de compenser la baisse de ses revenus, mais la consommation elle-



Pour qui roule Mitterrand ? La réponse est dans *L'Expansion* et le *Nouvel Economiste* (Photo AFP)

même est atteinte : sous Mitterrand, elle commence à baisser. Et une ponction importante des revenus a été faite, note le *Nouvel Economiste*, grâce aux tarifs des services publics qui seront envolés.

Naturellement, la baisse des revenus et de la consommation n'est vraie qu'en moyenne. Car Mitterrand a permis aux capitalistes de tirer leur épingle du jeu. « *Qui l'eût cru ? Les marges des entreprises sont au mieux sous Mitterrand* » écrit le *Nouvel Economiste*. La « *marge des entreprises* », qui avait baissé de 2 % pendant la première moitié du septennat de Giscard, a augmenté de 3 % depuis l'arrivée de Mitterrand.

L'augmentation des profits réalisés n'a pas profité à l'investissement, qui est

en baisse. Par contre les placements spéculatifs sont au hit-parade. « *A la Bourse, c'est la fête. 81 % de progression de 1981 à 1984, contre un maigre 1,5 % du temps de M. Giscard d'Estaing et à peine 0,1 % pour Georges Pompidou* ».

Au hit-parade des présidents, au sommet duquel, sympathies politiques exigent, le *Nouvel Economiste* place Pompidou, ce vainqueur avait eu trois points faibles (sécurité, paix sociale et Bourse), alors que la médaille de bronze, Mitterrand, aurait quatre points forts qui sont « *paix sociale, Bourse, marge des entreprises, taux d'intérêts* ».

Au pays de la rose, on reçoit les fleurs qu'on mérite.

Jean SANDAY

Prix

Bérégovoy débloque

Pierre Bérégovoy a annoncé dimanche 18 novembre son intention de débloquer une nouvelle série de prix industriels. Après cette nouvelle mesure de libération, il y aurait entre 70 et 75 % des produits industriels qui seraient libres. La liste des produits industriels dont le prix serait libéré (postes de télévision, autoradios, aliments pour animaux, pièces détachées d'automobile...) aurait été choisie, affirme le ministère et à sa suite répètent radio et télévision, parmi les secteurs où la forte concurrence fait suffisamment pression sur les prix pour que ceux-ci n'augmentent pas trop.

Si l'on devait croire cette justification du ministère, comme quoi les prix libérés seraient ceux qui ne vont

pas monter, on serait porté à se demander si M. Bérégovoy n'est pas devenu débile. Car pourquoi libérer des prix qui ne bougeraient pas ? Le commentaire du journal *Le Monde* est probablement plus proche de la réalité, qui explique les raisons de cette mesure en ces termes : « *Pour rendre confiance aux chefs d'entreprise, pour retrouver auprès d'eux une crédibilité assez largement entamée (...), pour consolider la reprise de l'investissement qui se dessine, M. Bérégovoy est prêt à donner beaucoup de gages* ». Il est bien évident que le fin mot de l'histoire est là : il faut plaire aux patrons toujours et toujours plus.

Et rien ne dit évidemment qu'il faut avoir le même optimisme que le journaliste du

Monde, qui espère que les patrons n'auront pas besoin d'abuser des libertés supplémentaires car d'ores et déjà, grâce « *au freinage de leurs charges salariales et fiscales et, d'autre part, à des augmentations de prix qui, pour les produits manufacturés, avoisinent 7 % l'an* », les profits se sont nettement améliorés ces derniers six mois.

Mais alors que le gouvernement libère de nouveaux prix industriels et que, pour ceux qui restent sous contrôle, il annonce des hausses modulées suivant les secteurs et pouvant dépasser nettement les 3 % prévus en moyenne, dans certains secteurs comme dans l'automobile par exemple, il n'est pas question par contre de libérer les salaires !

O. B.

A la mi-temps, Pons passe l'éponge à Toubon

Il y a du neuf au RPR : le nouveau secrétaire général est arrivé. Jacques Toubon a été désigné par Jacques Chirac pour remplacer Bernard Pons. Il paraît que cinq personnes au plus auraient été dans le secret et Toubon aurait appris la grande nouvelle le matin même de sa désignation.

L'UDF avait son jeune Léotard, le gouvernement socialiste son jeune Fabius, et maintenant le RPR a son jeune Toubon. La jeune génération des jeunes loups aux dents longues a le vent en poupe.

Mais est-ce simplement pour faire du neuf avec du vieux que Toubon a été placé en première ligne du RPR ? Car pour être un vieux « jeune » policier, il l'est. En 1971, il faisait déjà partie du cabinet de Chirac. En 1976, il était toujours présent quand Chirac créait le RPR. En 1977, il devenait secrétaire national et préparait les élections de 1978, 1979, 1981 et 1983. En 1981, il était élu député du 15^e arrondissement de Paris. Et en 1983, c'est lui que Chirac envoyait guerroyer contre Paul Quilès pour la mairie du 13^e arrondissement. Il est aussi adjoint du maire de Paris. Un vieux routier de la politique !

Mais Toubon n'est pas simplement connu pour le nombre de médailles qu'il a décrochées jusqu'à présent. Il a aussi donné de lui une image de fonceur, de

fort en gueule qui ne mâche pas ses mots. A l'Assemblée nationale il a été à l'origine de bien des esclandres. Par exemple, lors du débat sur la presse, il s'est vu retenir, avec deux autres députés, la moitié de son indemnité parlementaire pour avoir mis en cause le passé de résistant de Mitterrand.

De cette image, Chirac peut se servir pour tenter de serrer les rangs autour du RPR et de lui-même. Car le RPR a un problème à résoudre, et vite. Un certain nombre de militants, des notables mais aussi des militants de base, regardent du côté de Le Pen, qui apparaît comme le représentant d'une droite plus musclée, plus radicale. De plus, le milieu que le RPR et Le Pen touchent est le même. Une lutte est donc engagée entre eux. C'est à celui qui se montrera le plus radical en paroles vis-à-vis de la gauche, qui arrivera à attirer la petite bourgeoisie, mais aussi les jeunes.

Toubon a des qualités pour réussir. Il a le langage direct et faussement popu-



Chirac encadré par Pons et Toubon, le premier « n'encadrant » peut-être pas tant que ça Chirac, après le coup qu'il vient de lui faire.

laire de Le Pen. Il en a donné un aperçu aux assises de Grenoble du RPR en déclarant : « L'enjeu est historique, ça vaut la peine de se défoncer, à l'exemple de Jacques Chirac ; mouillons notre chemise, crevons-nous la patate ! Au RPR, l'heure n'est pas aux économies d'énergie ». On peut être ancien énarque et parler comme un charretier pour les besoins de la cause.

La campagne électorale de 1986 — et même de 1988 — est entamée. La pêche aux voix est commencée. La compétition entre les diverses formations de droite est ouverte. Les appareils politiques font peau neuve. Mais derrière, il n'y a rien que du vieux.

Marie-Claude SOLAC

Sur la piste des avions renifleurs

Après six mois d'enquête et d'auditions, la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire des avions renifleurs a finalement publié son rapport. Un épais volume de 650 pages qui, s'il permet de lever un petit coin du voile sur les magouilles de l'appareil d'Etat, n'apporte pas beaucoup d'éléments nouveaux quant au fond de l'affaire. Et depuis un an que le scandale a éclaté, on ne sait toujours pas où sont passés 340 millions de francs, sur les 800 millions versés par la société nationale Elf-Erap.

« Pour ce qui concerne l'appareil d'Etat, il apparaît tout d'abord que les services spéciaux ont joué, de façon périphérique, un rôle qui n'était pas conforme à celui que l'on attend d'un service public, au surplus soumis à la discipline militaire », écrit la commission d'enquête dans sa conclusion. Il apparaît en effet qu'un certain nombre d'anciens membres ou collaborateurs du SDECE, le service de contre-espionnage français, ont contribué à monter cette mystification. Le rapport confirme aussi en passant que les réunions d'état-major pour discuter du projet se faisaient en présence d'ecclésiastiques. Pour remercier sans doute le

« ciel » de ses largesses, un certain père Dubois, grand ami de Maître Violet, avocat collaborateur du SDECE, célébra même une messe lors d'une réunion au sommet entre Elf, les inventeurs et d'autres intervenants. Quand le sabre est là, le goupillon n'est jamais loin...

Quant au rôle joué par le président de la République d'alors, Giscard d'Estaing, et de son Premier ministre Raymond Barre, on n'en saura pas grand-chose. La commission déplore le refus de Giscard d'Estaing de venir devant elle et fait part de son « étonnement » devant l'attitude de Mitterrand, qui est intervenu pour qu'on ne convoque pas l'ancien président. Elle juge « inadmissible l'invocation continuelle de la raison d'Etat comme excuse au secret et aux dérogations » de Raymond Barre.

Eh oui, le secret d'Etat est un bon moyen de cacher les véritables dessous de cette escroquerie et sans doute ne saura-t-on jamais qui a bénéficié des dizaines de milliards de centimes manquants. Cette affaire aura en tout cas montré avec quelle facilité les plus hauts responsables de l'Etat disposent, hors de tout contrôle, des fonds d'une entreprise nationale.

Pierre CHAMBEY

Manifestation sur commande

« Réunies pour conjurer la peur » titrait le *Journal du Dimanche* du 18 novembre qui, décrivant le rassemblement de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de personnes à la mairie du 18^e, écrivait : « Les vieilles dames malades de la peur et de la solitude se serraient et tentaient de se rassurer, vendredi, dans la grande salle rococo de la mairie. Trois mille personnes assistaient à la réunion organisée par Roger Chénaut, le maire UDF de l'arrondissement ». Un meeting de soutien à la droite ? Une manifestation de l'opposition pour la sécurité, en quelque sorte ? Du tout !

Une journaliste de *Libération*, présente lors du rassemblement du vendredi 16 novembre, en donne une tout autre description.

Ce sont convoquées nominativement que les personnes âgées de l'arrondissement se sont retrouvées devant la mairie : « Lents, chancelants, malhabiles, des centaines, des milliers de petits vieux se pressent, se bousculent, s'agglutinent. Ils veulent voir, entendre, savoir ce que leur veut la mairie qui les a conviés par lettre... Les places assises manquent — deux cents, guère plus. Les vieux doivent rester debout, serrés les uns contre les autres... En haut à gauche, une dizaine de vieux essayent de



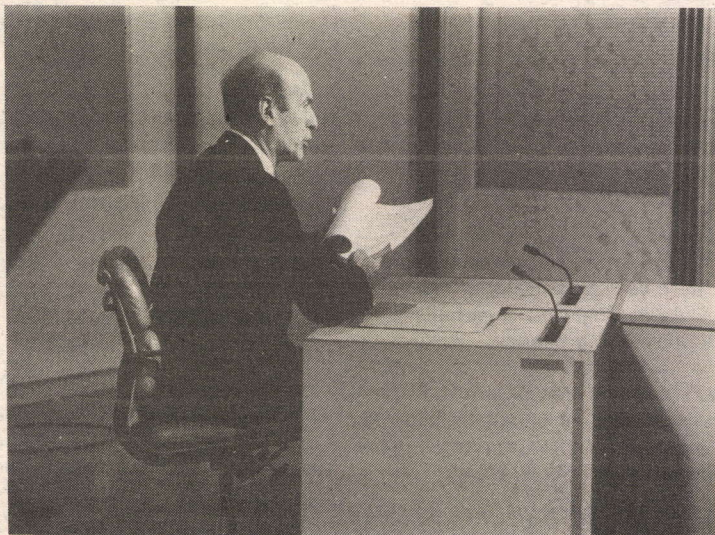
forcer une porte vitrée fermée au public : « Il y a de la place, vous devez nous laisser entrer ». Ils tirent de toutes leurs forces dans un sens, les appariteurs de l'autre. Combat vite perdu, la porte se referme bruyamment ».

Et pendant ce temps Chénaut, le maire, parle : « Nous voulons vous aider dans votre quotidien, résoudre vos problèmes ». Il est suivi par Alain Juppé, du RPR, qui leur dit : « Si nous vous avons conviés, ce n'est pas pour exploiter les tragiques événements, ni pour jeter de l'huile sur le feu ». Et

puis Jean-Pierre Pierre-Bloch, toujours du RPR, lança : « La peur doit changer de camp ». Enfin, en guise de mesures pratiques, le brigadier en uniforme de l'arrondissement vint donner le numéro d'appel de la police, le 17 !

Voilà, le rassemblement était fini, les personnes âgées repartaient un peu lassées et pas plus rassurées. Seuls les députés de l'opposition devaient se frotter les mains d'avoir réussi une si belle manifestation.

Georges LATTIER



Fin 1983, sur Antenne 2, Giscard avait bien présenté un « rapport » sur les avions renifleurs mais il a, depuis, préféré ne pas se présenter lui-même à la commission d'enquête.

□ LTT - Conflans

Rocard aux travailleurs de LTT : Non ! Y'a pas de sureffectif au gouvernement

Lundi 19 novembre, le Conseil municipal de Conflans s'est réuni exceptionnellement à la salle des fêtes sous la houlette du maire, qui n'est autre que Rocard. Motif de la réunion : les problèmes de l'emploi dans la ville et en particulier les 1 300 suppressions d'emplois prévues dans le groupe LTT (l'usine LTT est la plus importante de la ville). Pour la circonstance, les syndicats avaient appelé les travailleurs de l'usine à assister au Conseil et, bien que la réunion ait été fixée à 21 h, nous étions plus de 500 dans la salle.

Si certains travailleurs espéraient trouver une solution ce soir-là, ils ont dû être déçus. Car Rocard a surtout pris soin d'expliquer qu'il n'y pouvait pas grand-chose (« *Je ne suis que ministre de l'Agriculture* », a-t-il tenu à préciser) et que la seule chose en son pouvoir était de faire adopter une motion de soutien par le Conseil municipal. D'ailleurs ses promesses de

créations d'emplois dans la zone industrielle des Boutries faisaient un peu « réchauffé ». N'avait-il pas fait les mêmes promesses au début de 1984, après l'annonce de 719 suppressions d'emplois à LTT ? Quand on sait que le bilan se solde aujourd'hui à 69 prévisions d'emplois pour... un de ces jours, on est tout de suite rassuré !

Quant à prendre catégoriquement position contre les suppressions d'emplois, comme il lui a été demandé à maintes reprises, ou à expliquer comment il se faisait que les actionnaires de LTT aient été grassement indemnisés après la nationalisation, pour une entreprise qui, selon lui, battait déjà de l'aile, Rocard s'en est bien gardé ! Ce qu'un travailleur a relevé en lui rappelant comment, en 1978, il se montrait bien plus pressé quand il s'agissait d'obtenir nos voix en venant « *jouer les Colombo à la porte de l'usine* »...

D'ailleurs, un certain nombre de camarades qui, eux, ne se faisaient pas trop d'illusions sur le personnage étaient venus dans la ferme intention de lui asséner quelques bonnes vérités. Ce qui explique que le discours de Rocard ait été un peu houleux. Mais, par chance pour lui, c'est une conseillère municipale RPR qui est venue lui sauver la mise en intervenant pour réclamer à grands cris la « *liberté pour les entreprises* » et en accusant le « *socialisme de la misère* » d'être responsable de la « *nouvelle pauvreté* »... Ce qui a eu pour résultat de faire l'unanimité contre elle...

Le lendemain, à l'usine, la plupart des participants étaient d'accord pour dire que Rocard ne s'était pas mouillé, mais qu'au moins nous avions montré par notre nombre que les suppressions d'emplois n'étaient pas encore faites !

Correspondant LO

□ CHR-Trousseau (Tours)

L'équipe de neuro-chirurgie prend la parole



Le manque de personnel, c'est la maladie chronique des hôpitaux, et au CHR Trousseau de Tours comme ailleurs.

Mais en Neuro-Chirurgie, un service de soins particulièrement intenses, cela dépasse les bornes : il faudrait deux fois plus de personnel pour que les normes de soins et de sécurité soient respectées.

Alors la coupe a débordé, lundi 19. A l'initiative de quelques filles, l'équipe des aides-soignantes et des ASH quasiment au complet s'est réunie et a décidé de faire venir la directrice dans le service : au moins, elle ne pourrait plus prétendre ignorer les problèmes.

Celle-ci s'est donc déplacée, le jeudi, et elle en a entendu de toutes les couleurs.

Toutes les filles ont pris la parole, chacune à son tour,

pour déverser ce qu'elles avaient sur le cœur et raconter ce que sont leurs journées de travail. Les malades qui se lèvent trop tôt tout seuls et tombent, parce qu'il n'y a personne pour les surveiller. La crasse qui s'entasse parce qu'on n'a jamais le temps de faire le ménage à fond. La fatigue qui s'accumule, les arrêts-maladie qu'on repousse pour ne pas faire retomber le travail sur les collègues, et finalement on doit s'arrêter un mois pour dépression. Les jours où il n'y a qu'une seule aide-soignante pour s'occuper de 17 malades ; où il n'y a que deux filles pour soulever un malade de 120 kilos, et que les médecins du service refusent de donner un coup de main... Un roulement de 7 jours de suite en équipe d'après-midi... Et on pourrait continuer longtemps ainsi...

La directrice s'est pour l'instant bornée à quelques promesses bien limitées : dans le cadre du « redéploiement » (prévu auparavant) nous aurions droit à deux postes supplémentaires. Un poste de remplaçante de vacances serait maintenu plus longtemps que prévu. Le renforcement de l'équipe de ménage est à l'étude.

Mais les filles de Neuro-Chirurgie ont bien dit à la direction qu'elles n'entendaient pas qu'on dégarnisse les autres services pour trouver ce personnel supplémentaire. C'est aussi ce qu'elles ont commencé à faire savoir aux filles qu'elles connaissent dans les autres services. Car toutes étaient contentes d'avoir pu s'exprimer ainsi, toutes ensemble, et pensent que c'est à faire savoir largement dans tout l'hôpital.

Correspondant LO

Correspondant LO

□ LORRAINE

Les emplois de Fabius

« *Un effort exceptionnel sera fait pour amplifier en Lorraine le potentiel industriel et scientifique orienté vers les techniques d'avenir* » : c'est ce qu'avait solennellement déclaré Fabius à Nancy, le 26 avril dernier, face à la colère des sidérurgistes.

Six mois plus tard, on peut faire un premier bilan de ces 4 000 emplois promis à grand renfort de publicité.

Sur les 2 000 qui devaient être créés par des entreprises nationalisées, au travers de dix projets industriels, aucun n'est encore effectif !

Au contraire, Renault a déjà révisé ses projets à la baisse. L'implantation qui devait avoir lieu à Marange-Silvange ne se fera finalement pas. Elle doit être remplacée par une autre usine qui, si toutefois elle voit le jour, ne créera que 200 emplois au lieu de 300.

Il en est de même pour les filiales de la Régie qui devaient augmenter leur personnel. A Basse-Han, en ce qui concerne la SMM, les créations ne sont pas envisagées avant 1986, alors que la SOVAB, à Batilly, supprime des emplois au lieu d'en créer.

Quant à Thomson, sur les 300 emplois programmés pour son usine de Longwy, seuls 150 seront réellement créés. Le projet Rhône-Poulenc, lui, est au point mort. Et la CGE, qui doit créer 600 emplois à Nancy — emplois déjà promis

par Mauroy en 1982 —, vient enfin d'acheter le terrain ! Il en est de même pour les projets d'implantation dans le tertiaire et dans le secteur de la recherche, qui devaient créer 1 200 emplois, qui se heurtent à des obstacles jugés « *insurmontables* » par les pouvoirs publics : on voit ce que cela veut dire !

Il n'y a plus que le préfet Jacques Chérèque pour se déclarer totalement optimiste, en rappelant qu'il s'est donné cinq ans pour réussir et qu'il en faudra bien dix pour « *confirmer le tout* ». En attendant, il constate que la vitesse de création s'est ralentie en un an. « *C'est embêtant* », a-t-il conclu...

Correspondant LO

□ ALCATEL-THOMSON (Levallois)

Répétition générale ?

Depuis plusieurs semaines maintenant, le mécontentement sur les salaires (pertes de pouvoir d'achat depuis deux ans mais aussi projet d'annulation annoncé par la direction, qui vise à supprimer toute augmentation générale en individualisant le salaire) est à l'origine d'une succession de débrayages dans l'entreprise.

Mardi, près de 200 travailleurs ont débrayé pour la quatrième fois. C'est moins que lors des débrayages précédents, qui avaient regroupé de 300 à 400 travailleurs. Nous sommes allés dans les différents ateliers et services accrocher des affichettes et discuter

avec les autres travailleurs, dont un certain nombre avaient participé aux débrayages précédents.

Nous avons une fois de plus, par ce débrayage, montré à la direction que nous n'acceptons pas les amputations de salaires. Mais, pour le moment, il n'y a pas dans l'entreprise suffisamment de travailleurs décidés à franchir un pas de plus dans l'action pour sortir de cette répétition de débrayages qui ne peuvent contraindre la direction à reculer.

Trois syndicats, la CGT, la CFTD et la CFTC, bien que

n'ayant pas été à l'origine des mouvements, puisque c'est le syndicat FO qui a lancé le premier débrayage, font désormais cause commune pour défendre la tactique des débrayages hebdomadaires et expliquent qu'en persévérant ainsi, on peut faire plier Thomson. Mais les travailleurs qui ont jusque-là participé aux débrayages (et qui ont toujours été en minorité puisqu'il y a 1 700 personnes à l'effectif) même s'ils ne se sentent pas encore prêts à engager une action véritable, n'ont pas trop d'illusions sur l'efficacité de cette forme de lutte.

CHÔMAGE

Un nouveau record

A la fin du mois d'octobre, pour la première fois, les chiffres du chômage publiés par le ministère du Travail ont dépassé les deux millions et demi de demandeurs d'emploi, soit 100 700 de plus que le mois précédent. En un mois, le chômage a donc augmenté de 4,1 % et en un an de 16,2 %.

Et la situation risque de s'aggraver dans les mois qui viennent, car les statistiques récemment publiées ne prennent pas encore en compte les dizaines de milliers de jeunes qui, en cette période de rentrée scolaire, sont arrivés sur le marché du travail. Et lorsque l'on sait qu'en un an le nombre des demandeurs de premier emploi aurait augmenté de 30,4 %, les courbes à venir risquent encore de pointer vers le haut.

Et c'est dans toutes les rubriques que les chiffres du chômage augmentent : plus 24,4 % en un mois pour les licenciements économiques, plus 4,1 % pour les fins de contrat de travail à durée déterminée, plus 2,6 % pour les fins de missions d'interim, etc. Mais tous ces chiffres, pour impressionnants qu'ils soient, ne retracent que partiellement la réalité du chômage. Ils ne donnent que le nombre de salariés inscrits à l'ANPE, sans dire combien parmi eux ne tou-

chent plus aucune indemnité, ni combien sont à la recherche d'un emploi sans être inscrits à cet organisme.

En réponse à la première question, la CGT affirme qu'il y aurait aujourd'hui 1 324 397 chômeurs qui ne perçoivent aucune allocation des ASSEDIC, soit 52,64 % du nombre de chômeurs inscrits à l'ANPE. Quant à la seconde question, André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière et président de l'UNEDIC, affirme qu'on a atteint un total de trois millions de chômeurs.

Il y a tout juste un an Pierre Mauroy, alors Premier ministre, disait encore vouloir se battre sur la « crête des deux millions de chômeurs ». Aujourd'hui le gouvernement ne parle même plus de lutter contre le chômage, il ne fait même plus semblant. Pour lui, il n'est plus question que d'aider les entreprises à retrouver leur équilibre. Dans le secteur nationalisé, qui dépend de lui, il montre ce qu'il entend par là quand il programme ouvertement les licenciements, vague après vague.

Car en définitive, peu importe au gouvernement que le chômage augmente, si cela permet parallèlement aux profits d'augmenter.

Georges LATTIER



Les caisses de l'assurance-chômage sont à nouveau vides :

Un déficit chasse l'autre !

A peine plus de six mois après l'entrée en vigueur du nouveau régime d'assurance-chômage, voilà que, dans un rapport interne à l'UNEDIC, les experts de cet organisme annoncent un nouveau déficit pour 1985.

Dans l'hypothèse la plus invraisemblable (100 000 chômeurs de moins), le déficit atteindrait tout de même 126 millions de francs. Par contre, dans le cas où le chômage continuerait d'augmenter — et c'est ce qui se passe actuellement — il faudrait à l'UNEDIC trouver entre 3,3 milliards et 4,3 milliards de plus.

Pour justifier le déficit à venir, les experts invoquent non seulement l'augmentation du nombre des chômeurs mais aussi la nécessité de rembourser aux banques 3 milliards de francs en 1985, sur un emprunt contracté pour résorber les déficits antérieurs.

Le scénario que l'on risque donc de ressortir d'ici peu aux travailleurs est désormais bien réglé. Le thème : le déficit. Le jeu des acteurs : toujours le même. Le patronat pousse des hauts cris : « Nous ne pouvons plus payer ». Les syndicats rouspètent, tempêtent, se lèvent, claquent les portes... et reviennent. Intervient alors le gouvernement, soit par voie autoritaire, soit par la négociation, qui impose une diminution des prestations et une augmentation de la contribution des travailleurs. A l'acte final, tout ce monde pousse un soupir de soulagement, un « ouf, c'est fini ! ». Mais comme ces séances sont permanentes, on remettra ça quelque temps plus tard.

C'est exactement ce qui risque de se passer pour l'assurance-chômage. Il y a moins d'un an, un accord avait été péniblement signé entre le patronat, le gouvernement et les syndicats. Après avoir refusé leur signature, puis l'avoir « réservée », la CGT et la CFDT avaient fini par signer une convention qui se traduisait par des diminutions de prestations et des restrictions d'accès aux droits. La convention était conclue pour deux ans, avec une prétendue garantie que les cotisations n'augmenteraient pas et que les prestations qu'on venait de rogner ne diminueraient pas pendant cette période. Le nouveau système était même censé pouvoir supporter 400 000 chômeurs de plus.

Depuis l'approfondissement de la crise, les différents gouvernements et le patronat ont peu à peu rogné les droits des travailleurs quant à l'indemnisation du chômage.

En 1974, alors qu'il n'y avait à l'époque que 700 000 chômeurs, les licenciés pour raisons économiques avaient droit à 90 % du salaire pendant un an.

Cinq ans plus tard, en 1979, la pression du chômage augmentant (1 million et demi de chômeurs), Raymond Barre introduisit la dégressivité des 90 %.

Et au début de l'année 1984, avec plus de deux millions de chômeurs, le gouvernement de gauche a porté un nouveau coup à la protection sociale du chômage.

Plus la crise s'aggrave, donc, plus la protection des chômeurs s'effrite. Et à

chacune de ces étapes les organisations syndicales ont accepté le jeu des « nécessités économiques ». Elles ont à chaque fois signé des accords présentés comme définitifs, entretenant l'illusion que cela pouvait s'arrêter là, qu'elles ne céderaient rien de plus... jusqu'au prochain déficit.

Aujourd'hui, selon toute vraisemblance, les nouveaux déficits appelleront de nouvelles économies. Et,

comme à leur habitude, patronat et gouvernement tenteront de faire payer un peu plus ceux qui travaillent, en diminuant les allocations, leur durée ainsi que le nombre des salariés bénéficiaires. Quant à contraindre les entreprises à augmenter leurs contributions à l'assurance-chômage — elles qui réalisent aussi leurs profits en jetant des travailleurs à la rue — il n'en est pour l'heure pas question, puis-

que le gouvernement, très soucieux de la santé financière des entreprises, s'est au contraire engagé à diminuer leurs charges sociales.

Mais c'est là un des « scénarios » possibles. Pas le seul d'ailleurs, car tout dépend en fin de compte du rôle que tiendront les travailleurs dans une pièce où ils ne sont, pour l'instant, que des spectateurs payants.

Claude CHARVET

Le chômage partiel total ou comment licencier sans le dire

Il y a un peu plus d'un an, sous prétexte de mieux indemniser les travailleurs se trouvant en chômage partiel, gouvernement, patronat et syndicats se mettaient d'accord sur des textes censés réglementer cette forme particulière de chômage. En fait, mettant à profit ce que *Le Monde* du 17 novembre appelle une « imprécision des textes en vigueur », certains patrons allaient alors inventer une nouvelle forme de licenciement : la mise en « chômage partiel total ».

Pour le patronat, c'est vraiment tout bénéfice. Ils peuvent ainsi se débarrasser des travailleurs sans avoir à demander une autorisation administrative de licenciement, ou encore en passant outre un refus de l'inspection du travail concernant une demande de licenciement. Financièrement, c'est également une aubaine : comme il n'y a pas légalement licenciement, ils n'ont à payer ni indemnité, ni préavis. En outre, le mon-

tant minimal de l'indemnisation du chômage partiel, fixé à 20,50 F par jour, n'a pas été réévalué depuis lors, alors qu'il aurait déjà dû l'être deux fois.

Pour les travailleurs, par contre, ça a le goût et la couleur d'un licenciement mais, comme ce n'en est pas un officiellement, ils ne peuvent ni s'inscrire au chômage (car, légalement, ils ont toujours un « employeur »), ni toucher leur préavis, indemnités ou prestations ASSEDIC (toujours pour la même raison).

Aujourd'hui, comme le notait *Le Monde* du 17 novembre, « des salariés, en nombre toujours plus grand, découvrent l'invraisemblable mécanisme du chômage partiel total » et certains, « sans avoir été formellement licenciés (...) seront bientôt privés de ressources ».

Du temps où il était ministre des Affaires sociales du gouvernement Mauroy, devant les protestations tar-

dives de la CGT et de la CFDT, Bérégovoy avait bien établi une circulaire visant à restreindre (mais pas à interdire) le recours au « chômage partiel total »... mais sans jamais la publier. Le CNPF avait en effet dédouané fort à propos Bérégovoy, en menaçant de dénoncer l'accord sur l'indemnisation du chômage partiel si une telle circulaire venait à être appliquée.

Et puis, il faut le dire, cette situation est loin de déplaire au gouvernement. D'abord parce qu'elle lui permet de dégonfler les statistiques officielles sur le chômage, les travailleurs en « chômage partiel total » n'étant pas comptabilisés comme chômeurs, bien qu'ils le soient réellement. Ensuite, parce qu'elle lui permet aussi sans le dire d'assouplir des conditions de licenciement que le patronat ne cesse de dénoncer comme trop contraignantes.

Pierre LAFFITTE

Les indépendantistes font la preuve de leur représentativité

Urnes brisées à coups de hache, mairies occupées, bulletins de vote brûlés : les consignes de boycott actif des élections du 18 novembre en Nouvelle-Calédonie lancées par les leaders indépendantistes ont été largement suivies. Et les jours suivants l'agitation indépendantiste s'est poursuivie avec barrages de routes, accrochages avec les gendarmes. Mardi 20 novembre, dans la ville minière de Thio, sur la côte est, c'était même la gendarmerie qui était occupée symboliquement pendant plusieurs heures par des militants du FLNKS (Front de Libération Nationale Kanak Socialiste), prenant en otages les gendarmes et leurs familles.

Bref, en Nouvelle-Calédonie c'est la mobilisation des indépendantistes qui a ravi la Une de l'actualité aux élections elles-mêmes et à la victoire électorale du RPCR (Rassemblement pour une Calédonie dans la République, le RPR local) qui a raflé 34 des 42 sièges à pourvoir.

UNE ASSEMBLEE DÉPASSÉE... AVANT D'AVOIR SIEGÉ !

Car cette Assemblée, dans laquelle le RPCR vient d'obtenir la grande majorité des sièges, n'a en réalité, à peine élue, plus aucune raison d'être. Dans le projet de statut adopté par le gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie, cette nouvelle Assemblée avait pour but, pendant cinq ans, de gérer l'île par la collaboration des élus des colons et des Kanaks et d'y élire un gouvernement jouissant d'une certaine autonomie vis-à-vis de la métropole. Puis, en 1989, elle devait participer à l'organisation d'un référendum donnant le choix entre le maintien de cette autonomie dont on aurait fait l'essai ou l'accession à l'indépendance.

Mais avec 50 % d'abstentions, c'est-à-dire la quasi-totalité des électeurs kanaks, les élections de dimanche 18 novembre sonnent le glas du projet gouvernemental.

En appelant au boycott des élections parce qu'elles n'étaient d'accord ni avec le report à 1989 de l'accession éventuelle à l'indépendance, ni avec le cadre envisagé pour le référendum de 1989, les organisations indépendantistes, rassemblées au sein du FLNKS, qui depuis 1981 avaient pourtant collaboré avec le gouvernement socialiste, ont fait la démonstration qu'aucune réforme du statut de l'île ne pourrait être faite sans elles. D'autant plus que le seul mouvement kanak à avoir accepté de jouer le jeu électoral, la LKS (mouvement de Libération Kanak Socia-

liste), dernier espoir du secrétaire d'Etat Georges Lemoine, s'est ramassé une claque : il a remporté six sièges, et n'a recueilli que quelques centaines de voix dans les deux circonscriptions à très forte population kanake où les abstentions ont atteint 80 % (il a eu dans l'une 400 voix sur 10 000 inscrits, dans l'autre 1 000 voix sur 12 000 inscrits).

LA DROITE CRIE VICTOIRE... MAIS LES INDÉPENDANTISTES TRIOMPHENT !

Et si le gouvernement français a essuyé là un échec, les cris de victoire de la droite, qui se glorifie des 34 postes obtenus par le RPCR, sont tout aussi illusoire que l'étaient les rêves d'évolution en douceur du statut de l'île carressés par Georges Lemoine. Les colons, qui représentent 35 % de la population du territoire et qui bénéficient généralement de l'alliance des autres immigrés venus des anciennes possessions françaises du Pacifique ou du Vietnam, n'ont eu un brillant succès que parce qu'ils étaient seuls à voter. Leur leader Jacques Lafleur a aussitôt haussé le ton : il a appelé à la répression contre les indépendantistes kanaks et accusé le gouvernement de se « déculotter » devant une poignée d'agitateurs. Mais, n'en déplaise à Jacques Lafleur et aux colons qu'il représente, le temps où il suffisait de quelques bataillons de gendarmes ou de militaires pour terroriser la population kanake et lui faire accepter sa misère est révolu. Non seulement la mobilisation de ces derniers jours vient de le démontrer, mais encore plus l'ont montré les émeutes qui en septembre 1981 avaient suivi l'assassinat du leader indépendantiste Pierre Delbecq, les affrontements entre jeunes Kanaks et gendarmes lors de la foire de Nouméa en novembre de la même année, les occupations de terres, la lutte des villageois de la région forestière de La Foa, au nord de Nouméa, en 1983, contre le patron d'une scierie qui pollueait les eaux et contre les gendarmes venus défendre les biens du patron...

DU COMPROMIS AVEC LE FLNKS...

Ce sont ces coups de colère successifs de la population kanake qui ont poussé le gouvernement au compromis avec le Front Indépendantiste. Le fait d'associer pendant deux ans les leaders dudit Front Indépendantiste au gouvernement local, le fait de prévoir un référendum sur

Indépendantiste brisant une urne à coups de hache...



... avant de brûler les bulletins de vote.

la question de l'indépendance, fût-ce dans plusieurs années, indiquent que le gouvernement français ne voit pas d'inconvénient majeur à céder le pouvoir politique local aux notables locaux. La domination coloniale directe a aussi ses inconvénients pour l'impérialisme dominant ; et la population kanake est en train d'en administrer la preuve.

C'est précisément là-dessus que misent les dirigeants du Front pour l'indépendance. En participant au gouvernement local pendant deux ans, ils ont démontré leur sens des responsabilités et leur capacité d'encadrer et de gouverner la population kanake.

... AU RECUL DEVANT LA DROITE !

Seulement voilà, il y a une importante population blanche, avec ses privilèges petits et grands, avec son racisme, qui ne veut pas d'un face-à-face avec la population kanake sans la présence rassurante des gendarmes français. Ou alors elle ne veut que d'une indépendance à la rhodésienne, avec les armes entre les mains des habitants d'origine européenne. Et, le gouvernement ne voulant ni ne pouvant imposer sa politique à la communauté caldoche, ni à la droite qui la représente, les indépendantistes avaient des raisons de penser que les élections présentes risquaient de constituer un piège pour eux.

Qu'ont-ils espéré en boy-

cottant les élections, à la façon dont ils l'ont fait, c'est-à-dire par l'intermédiaire de commandos disciplinés ? Faire la démonstration tout à la fois qu'ils sont forts, que c'est avec eux qu'il faut compter et négocier, mais aussi qu'ils sont capables d'encadrer et de tenir ceux qu'ils mobilisent ? C'est à coup sûr réussi.

Comptent-ils obtenir du gouvernement socialiste l'annulation des élections bidons et éventuellement l'avance de la date d'un référendum sur l'indépendance ? Dans ce cas, il faudra qu'ils se battent, et fort. Parce que, si le gouvernement socialiste est lâche, il a la lâcheté sélective, et les tomates qui avaient fait reculer Guy Mollet ne poussent pas qu'en Algérie.

Alors qu'avant les élections de 1981 les socialistes avaient affirmé être pour le droit à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie, ils n'ont depuis cessé de reculer devant les pressions et les manifestations de colons. Et dans son projet, le secrétaire d'Etat Georges Lemoine avait prudemment repoussé la date du choix à 1989, c'est-à-dire après la fin du septennat de Mitterrand. Face à la démonstration de force du FLNKS, il évoque l'éventualité d'avancer la date du référendum sur l'indépendance, mais a affirmé qu'il souhaitait réunir autour d'une même table MM. Lafleur et Tjibaou, les leaders respectifs des colons anti-indépendantistes et du Front de Libération Kanak : autant dire qu'il laissera une fois de plus les représentants des colons maîtres d'accepter ou non le processus d'accession à l'indépendance.

LE PARI STUPIDE DU GOUVERNEMENT

Quant à « éviter l'affrontement entre les deux communautés », comme il l'a affirmé, et créer par « le dialogue » une « Nouvelle-Calédonie pluri-ethnique » où les deux principales communautés vivraient en bonne entente, cela est encore une tout autre paire de manches.

Car le problème de la Nouvelle-Calédonie c'est avant tout qu'une moitié de la population, celle dont c'était à l'origine le pays, a été reléguée dans les régions les plus pauvres du territoire ; que 24 000 agriculteurs kanaks doivent se partager 163 000 hectares des plus mauvaises terres, alors que 2 500 cultivateurs blancs disposent de 400 000 hectares ; que ce sont les Kanaks qui sont employés dans les travaux les plus durs, dans les mines (principale richesse du territoire), ou qui connaissent le chômage, alors que tous les revenus de l'île tombent dans la poche des colons.

Et l'entente entre les deux communautés dont parle M. Lemoine est impossible sans au préalable une véritable révolution sociale dans l'île, qui briserait les privilèges des colons et briserait par la même occasion les privilèges, bien moindres mais tout aussi réels, des notables et petits bourgeois kanaks, aussi bien de ceux qui flirtent avec le parti des colons (comme les quelques élus kanaks de la liste du RPCR) que de ceux qui espèrent voir dans une indépendance sous l'égide du FLNKS l'avènement de leur règne.

Olivier BELIN

A force de prédire la fin de la grève dans les mines, ils espèrent finir par avoir raison un jour

« *Ecrroulement de la grève des mineurs* », « *Le petit ruisseau de la reprise devient un vrai torrent* » : ce sont quelques titres parus à la Une de la presse britannique de ces quinze derniers jours, que certains journaux français se sont empressés de reprendre pour argent comptant.

Voilà qu'une fois de plus les journalistes se montrent bien pressés de voir finir cette grève interminable. Il est vrai que, depuis plus de huit mois, il ne s'est guère passé de semaine sans que tel ou tel quotidien, faisant écho tantôt à un ministre, tantôt aux Charbonnages, n'ait annoncé la fin imminente du mouvement.

Aujourd'hui, c'est sur les succès dont se targuent les Charbonnages que s'appuient les médias pour justifier leurs gros titres. Il y a quinze jours, les dirigeants des Charbonnages avaient annoncé le versement au nouvel an d'une somme de 21 000 F à tous les grévistes qui reprendraient le travail avant la fin novembre — somme pour le moins « gonflée », puisqu'elle ne correspond dans la réalité qu'à ce que pourraient toucher certains cadres parmi les mieux payés. Depuis, les commu-

niqués de victoire se sont multipliés, alimentant les pronostics lancés par les médias.

L'ennui, c'est que pour l'instant les Charbonnages sont eux-mêmes bien obligés de reconnaître que, si le nombre des « mineurs au travail » a augmenté de 7 000 environ d'après les « comptes », celui des grévistes n'a guère diminué et reste voisin de 130 000, c'est-à-dire plus de 70 % des mineurs. Ce qui veut dire sans doute que les chiffres de grévistes qu'ils publiaient auparavant étaient pour le moins truqués.

Mais les chiffres ont beau être là, il n'y a pas de quoi faire reculer les pronostiqueurs de l'effondrement. Et c'est qu'au fond, ce n'est une question ni de chiffres, ni de réalité. La grande presse, comme d'ailleurs tous les politiciens britanniques, du Premier ministre Thatcher au leader travailliste Kinnock, voudraient bien trouver une explication à cette grève interminable. Comment expliquer en effet qu'après huit mois et demi de grève, malgré leur isolement, malgré les privations, malgré la répression et les affronte-

ments avec la police, malgré les condamnations plus ou moins ouvertes prononcées contre eux par toute une partie des dirigeants du mouvement syndical, les mineurs s'obstinent encore à lutter ? Comment expliquer qu'au moment où quelques-uns des dirigeants des plus grands syndicats du pays acceptent de filer doux devant les récentes lois anti-syndicales adoptées par le gouvernement, 130 000 empêchés de tourner en rond, non seulement ne se laissent pas amadouer par les promesses d'argent, mais encore se mettent à assaillir la police à coup de pavés, de boulons et de cocktails Molotov, à multiplier les barricades dans les vallées minières et à riposter aux arrestations en assiégeant les commissariats ?

Bien sûr, cette explication existe, et elle est bien simple : c'est que la classe ouvrière a, quand elle le veut, les forces et la capacité de résister aux attaques qui la visent, même si cela signifie pour elle de durs sacrifices, et qu'il ne suffit pas d'être surnommée « la Dame de fer » pour être capable d'en venir à bout.



Seulement, évidemment, qui parmi les hommes politiques de la bourgeoisie ou les journalistes à son service serait prêt à reconnaître à la classe ouvrière cette

capacité ? Alors, faute de mieux, ils continuent mois après mois à pronostiquer l'écroulement prochain du mouvement.

François ROULEAU

L'Andalousie « socialiste » :

Le bilan n'est pas le même pour les propriétaires terriens et pour les travailleurs

L'actuel président de la Junte autonome d'Andalousie, le socialiste Rodriguez de la Borbolla, s'est récemment félicité lors d'un entretien avec un journaliste de la revue patronale *El Europeo* (numéro du 18 octobre 1984) du fait que « l'on commence à discerner un nouveau climat de confiance parmi les employeurs » et que la « clef de ce changement est dans le dialogue continu que l'administration autonome a maintenu avec la classe patronale andalouse, à la recherche de solutions concrètes pour des problèmes ponctuels ».

Pour ce président « socialiste », il ne s'agit donc pas de chercher des solutions concrètes pour les 80 % de paysans sans terre et sans travail fixe qui se transmettent le chômage, la faim et la colère, de père en fils, depuis des siècles, mais de résoudre les « problèmes ponctuels » du patronat andalou, et en particulier des 2 200 propriétaires d'haciendas de plus de 500 hectares.

Le Parlement andalou a certes adopté récemment une loi dite de « réforme agraire ». Mais ce nom pompeux ne vise qu'à harmoniser des textes antérieurs datant de l'époque franquiste et des gouvernements de droite suivants. « La réforme agraire de maintenant n'est pas celle, mythique, de la Révolution française », a d'ailleurs déclaré Rodriguez de la Borbolla, pour parler d'un texte qui ne touche en rien à la propriété privée de la terre et qui vise seulement, selon ce même numéro d'*El Europeo*, à « impulser les secteurs qui ne se sont pas modernisés spontanément », au moyen d'incitations fiscales. Une loi si modérée que, selon Rodriguez de la Borbolla, « le patronat agraire ne s'est prononcé ni pour ni contre ».

Et si certains employeurs, tel le président de la Confédération Patronale d'Andalousie, Otero Luna, ont eu des réticences, c'est pour déclarer : « Cela ne nous tranqui-

lise pas que l'on nous dise que quelques articles de cette loi ne seront pas appliqués. Les personnes peuvent changer et les nouvelles appliquer ce qui est écrit ». Autrement dit : pourvu que l'actuelle équipe socialiste reste en place !

Du côté des ouvriers agricoles, il y a moins de raisons de se réjouir. Rodriguez de la Borbolla se félicite certes que « cette année ait été la moins conflictuelle de toute la transition politique dans la campagne andalouse ». Mais il oublie de dire que cela a été en grande partie dû à des conditions météorologiques exceptionnellement favorables, qui ont été à l'origine de récoltes records, et en conséquence de plus de travail dans les champs.

Mais 1985 risque fort de se présenter sous un autre jour, même si les pluies sont propices, car le nouveau « plan d'emploi rural » va y faire sentir ses effets. Ce plan prévoit en effet que dorénavant les journaliers agricoles devront

avoir travaillé au minimum soixante jours dans l'année pour avoir droit aux subsides du chômage partiel. Or ce n'est pas, loin s'en faut, le cas de tous. Le Syndicat des Ouvriers Agricoles (SOC) signalait ainsi l'exemple de Sanlúcar de la Barromeda (province de Cadix) où, sur 3 000 personnes intéressées, seules 75 avaient dépassé ces soixante journées de travail annuel.

Le nombre de journaliers agricoles ayant pu travailler ces soixante jours dans l'année est d'autant plus faible que le gouvernement est loin d'avoir tenu ses engagements quant au « fonds d'emploi rural ». Il aurait dû financer cinq millions de journées de travail : il n'y en a eu que le tiers.

Ce « plan d'emploi rural » prévoit également que les vingt jours de subsides mensuels (850 pesetas par jour, c'est-à-dire 17 000 pesetas par mois, soit environ 1 000 F) prévus pour les bénéficiaires ne seront intégralement ver-

sés qu'à condition de ne pas avoir travaillé plus de dix jours, car les journées travaillées en excédent seront décomptées du subside.

Et du coup, un peu partout, et y compris du côté du syndicat socialiste UGT, s'élèvent les dénonciations de la « fraude » qui serait pratiquée par les journaliers andalous.

Des journées travaillées et non déclarées, il y en a sûrement en effet, car qui pourrait vivre décemment avec les subsides de misère du gouvernement ? Et il existe en outre un puissant mouvement de solidarité entre les journaliers agricoles, pour éviter que des milliers d'entre eux se trouvent sans subsides en 1985. La consigne « *Que personne ne déclare, ainsi nous nous sauvons tous* » semble admirablement suivie.

Et si le gouvernement ne revient pas sur son système d'indemnisation, l'été 1985 pourrait bien être particulièrement chaud dans la campagne andalouse.

Gabriel CATALA

Alfonsin essaie de faire plébisciter son régime

Le 25 novembre, le gouvernement argentin organise un référendum sur l'accord qu'il a signé récemment avec le Chili sur un différend territorial vieux d'un siècle à propos du canal du Beagle et qui avait failli dégénérer en guerre ouverte en 1978.

Une façon pour Alfonsin de se faire plébisciter par la population et d'essayer ainsi d'obtenir un soutien à sa politique qui accumule les mécontentements.

A son entrée en fonctions le 10 décembre 1983, Alfonsin avait fait un certain nombre de promesses sur le châtiement des coupables de la répression, l'augmentation des salaires, la limitation de l'inflation, dont aucune n'a été tenue.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FACE A L'ARMÉE

En ce qui concerne le châtiement des responsables de la répression, le gouvernement a été très prudent. Alfonsin d'emblée a donné le ton : « *Plutôt que de châtier, nous devons soigner, nous devons penser en termes de réconciliation nationale* ». Le lendemain de son arrivée au gouvernement, il faisait un geste symbolique en annonçant sa décision de traduire en justice les 9 membres des trois premières juntas militaires pour « *violations graves des droits de l'homme* », mais il a fait voter une loi spéciale pour que les membres des forces armées soient jugés non par un tribunal civil, mais par leurs pairs. Et pour ne pas irriter les militaires, il ne chargea pas le Parlement de l'enquête sur les crimes commis pendant la dictature. Afin que ce sujet ne soit pas débattu publiquement au Parlement, il la confia à une commission composée de personnalités, qui rendit son rapport neuf mois plus tard, rapport que le gouvernement n'a pas publié, même sous forme de résumé, comme il s'y était engagé.

L'attitude timorée du gouvernement a encouragé l'arrogance des militaires et le Conseil suprême des forces armées chargé de juger les militaires a déclaré tout net en septembre dernier qu'il ne se trouvait pas « *en condition d'émettre des sentences* »...

Les dossiers ayant alors été confiés à un tribunal civil, le Conseil suprême a démissionné en bloc, ayant la ferme intention de tenir la dragée haute au gouvernement. Et celui-ci, qui se faisait fort il y a un an de renvoyer définitivement les militaires dans les casernes, se pose aujourd'hui en victime possible d'un coup d'Etat, pour tenter de ranimer un soutien populaire quelque peu défaillant...

C'est que, sur le terrain économique non plus, Alfonsin n'a pas tenu les promesses faites d'améliorer le sort des masses populaires.

UNE POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

La promesse avait été faite d'augmenter les salaires

réels de 4 %. Mais, sous prétexte de lutter contre l'inflation et arguant du contrôle des prix, les augmentations de salaires prévues n'ont pas été accordées. Par contre le contrôle des prix s'est révélé inopérant et l'inflation est en passe d'atteindre 700 % cette année, contre 400 % en 1983. La population pauvre assiste à une dégradation continue de son niveau de vie.

La politique économique d'Alfonsin a reçu les félicitations du secrétaire d'Etat américain (rapport publié par le journal argentin *La Semana* en juillet 1984) : « *Le programme économique du nouveau gouvernement argentin est réaliste, extrêmement sévère et le meilleur qu'on puisse espérer en ce moment. Il comporte des réductions des dépenses et, ce qui est plus important encore, une réduction du salaire réel, à commencer par le secteur public. Mais l'augmentation des prix à la consommation, le chômage et la revendication de meilleurs salaires vont contribuer à augmenter la pression politique et une vague de grèves et de manifestations a suscité des doutes quant à la capacité d'Alfonsin à appliquer pleinement le programme d'austérité discuté avec le FMI* ».

Alfonsin avait fait un coup d'éclat en juin dernier en refusant le plan élaboré par le FMI qui, comme pour tous les pays sous-développés endettés (l'Argentine est un des pays les plus endettés, avec 42 milliards de dollars de dettes), préconisait un gel des salaires et une réduction du déficit budgétaire, c'est-à-dire une forte augmentation des prix. En réalité Alfonsin cherchait à obtenir les meilleures conditions financières possibles. Mais ayant signé finalement, en septembre dernier, un accord prévoyant une réduction du déficit budgétaire, un coup de frein à l'inflation, la dévaluation de la monnaie, Alfonsin cherche à imposer une austérité encore renforcée à la population.

Mais, ainsi que le craignait le secrétaire d'Etat américain, la classe ouvrière et la population pauvre ont réagi face à la politique anti-ouvrière d'Alfonsin.

LES LUTTES OUVRIÈRES

Alfonsin n'aura pas longtemps bénéficié de « l'état de grâce » après son arrivée au gouvernement. Dès la fin décembre 1983, des grèves éclatèrent dans la métallurgie, les services municipaux, les ports, les chemins de fer et les usines Ford. Depuis, les grèves se sont multipliées dans tous les secteurs, l'industrie comme les services publics, les lycées et les facultés, et même l'armée et la police, qui ont également avancé des revendications salariales. En mai-juin, le nombre de grévistes atteignait deux millions. Les travailleurs luttent pour récupérer une partie de leur pouvoir d'achat après des années de dictature, pouvoir d'achat qui leur est grignoté de plus en plus aujourd'hui.

Devant cette montée des luttes, le gouvernement a

cherché à réaliser avec les partis politiques et la bureaucratie syndicale un pacte d'union nationale. En juin, il a signé un accord avec Isabel Peron (qui avait été renversée par le coup d'Etat des militaires en 1976), dirigeante du parti péroniste qui contrôle la CGT. Isabel Peron a lancé un appel aux dirigeants syndicaux pour qu'ils « *comprennent la situation où se trouve l'Argentine* » et s'interdisent de « *paralyser le pays* ». Outre Isabel Peron, trois autres partis politiques, la Démocratie Chrétienne, le Parti Socialiste Démocratique et le Parti Intransigeant ont également apporté leur soutien à un accord national.

Pour s'assurer le soutien des dirigeants syndicaux, Alfonsin, contrairement à ses promesses de limiter la mainmise de la bureaucratie sur les syndicats, a au contraire renforcé leurs prérogatives : il a rendu à la CGT la gestion des œuvres sociales, ce qui représente la somme de 2,5 milliards de dollars (22 milliards de francs). Et il a promulgué une loi qui permet aux bureaucrates de contrôler totalement les élections professionnelles. Par exemple, ce sont eux qui contrôlent les signatures nécessaires pour une liste d'opposition, alors qu'eux-mêmes ne sont contrôlés par personne, et peuvent, comme c'est la tradition dans ces appareils, falsifier ou acheter des signatures avec les fonds syndicaux. Ils sont aussi seuls maîtres des délais de dépôt des listes, ce qui permet toutes les manœuvres pour écarter les opposants.

En échange de ces cadeaux, les bureaucrates syndicaux acceptent en fait l'austérité. Dans le pacte signé avec le gouvernement, il est admis « *que la croissance du salaire réel dépend de la réactivation de l'économie, de la pleine utilisation et de l'amélioration de la capacité productive et de l'augmentation de la performance économique* ».

OPERATION REFERENDUM

Le référendum du 25 novembre se situe dans un contexte où Alfonsin a bien besoin, un an après être arrivé au pouvoir, d'un nouveau succès électoral. Mais il n'est pas dit qu'il bénéficie cette fois d'un raz de marée électoral en sa faveur. Les révolutionnaires du MAS et du PST ne sont pas les seuls à appeler à l'abstention, puisque les péronistes, après avoir longuement hésité, ont décidé finalement de ne pas cautionner le plébiscite et d'appeler à s'abstenir.

Pour convaincre la population de voter et de cautionner ainsi sa politique, Alfonsin n'hésite pas à présenter le « oui » au référendum comme un soutien à la démocratie contre la menace d'un coup d'Etat militaire. En agitant la menace de l'armée, il peut ainsi se présenter en sauveur, alors même que c'est sa politique timorée face aux militaires et ferme vis-à-vis de la population pauvre qui prépare le terrain pour un retour des militaires.

Laurence VINON

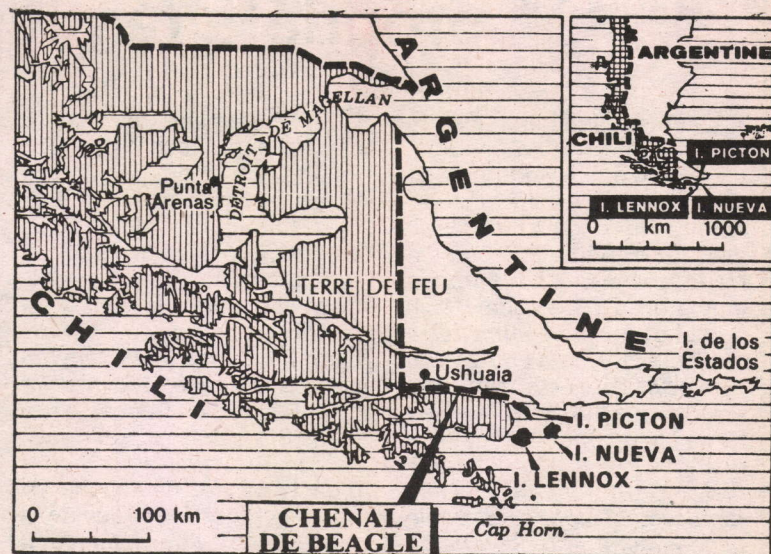


Dans une famille ouvrière de la banlieue de Buenos-Aires.



Face à Alfonsin, le nouveau chef d'état-major : tout un symbole d'un régime en liberté surveillée par l'armée.

Le différend du Beagle



C'est en 1881 que l'Argentine et le Chili avaient signé un traité délimitant leur frontière, longue de 5 000 km. La question épineuse était de savoir où déboucherait le chenal du Beagle par rapport à 3 îlots (Lennox, Picton et Nueva) et quel pays en avait la souveraineté.

En 1977, le tribunal de La Haye reconnut la souverai-

neté du Chili sur les 3 îlots, ce que l'Argentine refusa d'accepter.

Le traité qui vient d'être signé sous la médiation du pape reconnaît la souveraineté du Chili sur les 3 îlots, mais précise la souveraineté de l'Argentine sur les eaux territoriales atlantiques (ce qui était le point épineux), la souveraineté sur les eaux du Pacifique revenant au Chili.

Le régime militaire organise les élections

Dimanche 25 novembre vont avoir lieu en Uruguay les premières élections générales depuis la mise en place du pouvoir des militaires, dont un moment décisif avait été leur coup de force en juin 1973.

Dans ce pays qui avait connu à la fois le développement d'un important mouvement de guérilla en grande partie urbaine, le mouvement des Tupamaros, et où parallèlement, surtout entre 1967 et 1971, se développaient des luttes importantes dans la classe ouvrière, les militaires n'avaient reculé devant rien pour rétablir l'ordre. En 1972, ils démantelèrent le mouvement Tupamaro, remplissant les prisons, torturant, assassinant. En 1973, une fois terminée, sous l'influence du Parti Communiste, la grève générale de 15 jours contre le coup d'Etat, ce furent les militants syndicaux, les militants du Parti Communiste, qui finirent de remplir les prisons. Et en 1976, une nouvelle vague d'arrestations frappa encore une fois les opposants, et en particulier les militants ouvriers dans les entreprises, dans les quartiers.

Comme en Argentine, comme au Chili, les militaires d'Uruguay tentaient de mettre toute la population au pas, en imposant une dictature impitoyable. Et ce furent bien sûr les classes populaires, les travailleurs des usines, les employés des multiples organismes d'Etat, les sans-travail qui subirent les plus grands sacrifices économiques et la répression systématique.

La crise économique n'épargnait pas l'Uruguay et, dans cette situation, toute la politique économique des militaires consista à protéger les profits d'une infime minorité de très riches vivant des échanges internationaux et de la spéculation.

Les salaires réels des ouvriers ont régulièrement baissé, le chômage a régulièrement progressé. Et cette dégradation s'est accélérée dans les quatre dernières années, au point qu'aujourd'hui la situation est devenue critique pour des milliers de familles des quartiers pauvres, qui n'ont plus de revenus.

Les militaires uruguayens ont racketté les classes pauvres, ils ont rempli les prisons, ils ont essayé de faire régner la terreur, mais ils n'ont pas empêché l'usure de leur régime.

Il y a quatre ans, en 1980, pour tenter de légitimer leur régime, ils avaient organisé un référendum national pour faire approuver la Constitution qu'ils avaient élaborée. Mais, malgré la dictature, 58 % des électeurs avaient voté contre eux.

En novembre 1982, conformément à une tradition politique de ce pays, les militaires organisèrent des élections pour désigner les candidats à la direction des trois partis de droite autorisés, les autres partis de la gauche étant interdits. Ils reçurent une claque : 83 % des électeurs, ou bien votèrent blanc, ou bien votèrent pour les candidats des partis autorisés qui se disaient ouvertement hostiles au régime des militaires.

Ces résultats contribuèrent au développement de divers courants d'opposition. Et surtout ils faisaient apparaître l'usure du régime.

Les militaires s'orientèrent vers un retour progressif, contrôlé, à une forme de régime parlementaire, avec retour au pouvoir des civils, tout en gardant la plus longtemps possible la haute main sur la vie politique.

Au cours des deux dernières années, l'opposition aux militaires s'est développée. Elle s'est développée dans les milieux politiques bien sûr, mais aussi dans la population, dans la classe ouvrière, c'est-à-dire dans les usines et les quartiers pauvres. Elle s'est manifestée aussi dans diverses couches de la petite bourgeoisie, en particulier dans les universités. Des journées de protestation, des manifestations de rue ont rassemblé parfois plusieurs centaines de milliers de personnes. Des dizaines de grèves ont eu lieu, le mouvement syndical a commencé à se reconstituer. Des journées de grève nationale ont été largement suivies.

Les militaires, face au développement de ce mouvement, ont tenu la barre le plus fermement possible. Ils ont tenu leur engagement d'organiser les élections générales. Mais ils l'ont fait en tentant de limiter les droits et — espèrent-ils — les chances des partis qu'ils veulent écarter. Le Parti Com-

muniste est toujours interdit. Le dirigeant du regroupement des partis de gauche qui s'appelle le Front Elargi, le général Seregni, a été libéré de prison mais n'a pas le droit de se présenter. Le dirigeant d'un des partis bourgeois de droite, Wilson Ferreira Aldunate, qui s'est situé dans l'opposition aux militaires, n'est pas, lui non plus, autorisé à se présenter. En réalité les militaires essaient de tout faire pour que l'autre parti de droite, le Parti Colorado, représenté par Sanguinetti, soit vainqueur.

Par ailleurs, même si un certain nombre de militants politiques ont été libérés avant la fin de leur peine et si les exilés sont autorisés à rentrer, les prisons comptent encore plusieurs centaines de militants. Enfin les militaires ont fait aviser par le Parti Colorado et le Front Elargi un mode de fonctionnement qui conserve à l'exécutif une place prépondérante dans le gouvernement. Ils ont gardé la possibilité de recourir, s'ils l'estiment nécessaire, à des dispositions d'état d'urgence permettant des mesures répressives, brutales et arbitraires.

Les militaires ont aussi essayé de préserver leurs arrières. Ils ont en cela d'ailleurs trouvé l'appui de leur parti allié, le Parti Colorado, mais aussi la caution de la direction du Front Elargi, qui a signé l'été dernier les accords dits du « Club



Des soldats uruguayens arrêtant des automobilistes à Montevideo en 1970.

Naval », qui entérinaient l'interdiction des autres partis, la proscription de nombreux dirigeants et le caractère limité des mesures d'amnistie.

Alors dimanche, pour la première fois depuis onze ans, les Uruguayens vont désigner leur président, leurs députés, leurs conseillers municipaux. Les militaires ont toutes les chances de mesurer là l'impopularité de leur régime. Mais cela ne règlera pas pour autant les problèmes des classes populaires de ce pays. Car ce qui est vrai pour les pays riches l'est encore plus pour les pays pauvres. Quel que soit le dosage entre civils et militaires dans

les mois qui viennent et quel que soit le caractère plus ou moins libéral de la prochaine Constitution, le sort des classes pauvres ne se règlera pas par l'intermédiaire d'un bulletin de vote. Il changera si les travailleurs des villes, les classes populaires des quartiers pauvres, utilisent les moyens qu'ils ont commencé à utiliser dans les deux dernières années, les grèves, les manifestations de rues, et s'ils ne se contentent pas de suivre les dirigeants d'un Front Elargi qui cherchent à canaliser les mouvements de mécontentement en fonction d'échéances électorales.

Michel BROUSSE

CHILI

Répression dans les quartiers populaires

L'état de siège réinstauré au Chili depuis le 6 novembre, le régime de Pinochet semble vouloir enrayer l'opposition de la population en ayant de nouveau recours, en grand, aux méthodes sur lesquelles il avait assuré sa dictature, il y a onze ans.

Le Monde du 17 novembre rapporte comment les forces de répression ont effectué une vaste opération de ratis-sage dans la « poblacion » La Victoria, située dans la ban-

lieue de Santiago : « Dès 5 heures du matin (...) l'armée encercle la « poblacion », tandis que des hélicoptères font trembler les fragiles demeures de La Victoria. L'électricité est coupée. (...) Les chars légers des carabiniers et des véhicules bourrés d'hommes en civil font leur apparition ». Le quartier est ensuite passé au peigne fin. Sont visés « les militants politiques et syndicaux, les animateurs des communautés chrétiennes et les responsables des multi-

ples comités chargés d'organiser les soupes populaires, de s'occuper des enfants, et de venir en aide aux chômeurs » : bref tous les militants qui, à un titre ou un autre, tentent d'organiser la population. Sur les 40 000 personnes que compte La Victoria, 5 000 ont été conduits dans un stade pour y être « interrogés », et 227 arrêtés, selon le gouvernement.

La semaine précédente, une autre opération de ratis-sage de ce type avait été effectuée contre le bidonville « Raul Sylvia Henriquez » situé au sud de Santiago. Au total, plus de cinq cents personnes ont été officiellement maintenues en arrestation depuis l'instauration de l'état de siège.

Pinochet s'efforce ainsi de mater les quartiers populaires qui se sont montrés particulièrement combattifs lors des journées de protestation.

Déjà, au lendemain de la première protesta, en mai 1983, la police avait ainsi bouclé des quartiers pauvres, envahi des logements en brisant meubles et objets, conduit 2 000 personnes dans les stades. Pour empêcher ces exactions, plus d'un quartier

se hérissa ensuite de barricades, utilisa de vieux pneus enflammés pour se protéger de la police et s'organisa si bien qu'en mars dernier, au soir de la huitième protesta, la police n'avait pu effectuer les ratis-sages qu'elle faisait les fois précédentes. Et La Victoria est l'un des quartiers où la mobilisation populaire fut la plus résolue et la plus organisée.

D'ailleurs le 15 novembre dernier, les forces de répression ont dû employer les grands moyens (hélicoptères et chars de combat) pour quadriller La Victoria. Et en pourchassant et arrêtant les militants, les gens combattifs, Pinochet cherche à briser l'opposition des quartiers populaires et à paralyser leurs réactions. Il espère sans doute ainsi donner un nouveau répit à son régime. Mais, jusqu'à présent, la répression dirigée contre la population pauvre n'a pas réussi à empêcher des mouvements de protestation. Et malgré la brutalité de l'armée et de la police, l'opposition défie à nouveau le régime en maintenant son mot d'ordre pour une nouvelle protesta les 27 et 28 novembre prochains.

Marianne LAMIRAL



Des manifestants à Santiago en mai dernier.

□ DELLE-ALSTHOM (Villeurbanne)

Les dirigeants CGT désavoués et sanctionnés par les travailleurs

Aux dernières élections de délégués du personnel à l'usine Delle-Alsthom de Villeurbanne qui ont eu lieu le 14 novembre dernier, la CGT a perdu 14,1 % des voix au profit de la CFDT qui a gagné 13 %. La CGT perd ainsi un siège de titulaire et un siège de suppléant, la CFDT en gagne un de titulaire et un de suppléant. En effet un délégué du personnel du secteur MBB, présenté depuis sept ans sur les listes CGT, n'a pas été remis cette année sur les listes par les dirigeants de la CGT. Après avoir tout fait, avec ses camarades de travail, pour être maintenu sur les listes CGT, en vain, le délégué de MBB s'est finalement présenté sur les listes CFDT. Les problèmes de ce délégué avec l'appareil de la CGT ne datent pas d'hier. Ce militant est connu pour ses sympathies avec les idées révolutionnaires et les rapports ont souvent été tendus avec les dirigeants du syndicat de l'usine.

Ainsi, avant les vacances, les travailleurs du montage MBB, secteur particulièrement combatif et directement touché par les mesures de restructuration, décidèrent d'entamer une action pour demander à la direction des comptes sur l'avenir de leur atelier. Ils rédigèrent une lettre et l'appuyèrent par un arrêt de travail dans le but de la porter eux-mêmes à la direction. Le secrétaire de la CGT, informé, tenta de dissuader le délégué CGT du secteur de s'occuper de cette affaire, prétextant que la CGT avait déjà distribué plusieurs tracts sur ce problème et qu'un débrayage, ainsi qu'une pétition, n'étaient pas nécessaires. Devant le refus du délégué, qui ne pouvait laisser tomber ses camarades, le secrétaire de la CGT lui demanda de retirer le sigle CGT de la pétition. Les travailleurs de MBB, écoeurés, retirèrent alors tous les sigles syndicaux et, dans un arrêt de travail, ils portèrent tous ensemble la pétition. Puis, ils rédigèrent un tract expliquant leur action et le distribuèrent à toute l'usine, appelant les travailleurs à les rejoindre. Le bureau de la CGT n'apprécia pas du tout que les travailleurs prennent en charge leur problème et ils en firent endosser la responsabilité au délégué.

Dès juin, le bureau a laissé entendre qu'il ne présenterait pas ce militant sur les listes de délégués du personnel. Mais les choses se précisèrent à la rentrée de septembre. Là, officiellement, le militant n'est pas mis sur les listes. Lui et les syndiqués de MBB décidèrent

alors d'entamer une action auprès des autres syndiqués de l'usine. Ils firent circuler une pétition demandant aux dirigeants CGT le maintien sur les listes de leur délégué. Ils recueillirent 56 signatures sur 180 syndiqués de l'usine. Une vingtaine de syndiqués arrêtaient le travail pour la porter. Pendant une heure trente, ils discutèrent pour essayer de faire revenir les responsables CGT sur une décision aussi préjudiciable au syndicat, mais rien n'y fit. Alors ils distribuèrent un tract à tout le personnel expliquant ces problèmes et lui demandant de signer une pétition. Celle-ci recueillit 386 signatures. Tout l'atelier débraya pour la porter au local CGT. Les dirigeants de la CGT furent catégoriques : « C'est l'affaire du syndicat, et non des travailleurs »... Les travailleurs purent constater que la CGT ne tenait absolument pas compte de leur avis mais, comme tout l'atelier tenait à



conserver ce travailleur comme délégué, ils décidèrent tous ensemble de s'adresser à la CFDT. Une délégation de travailleurs vint voir le bureau du syndicat. Celui-ci, après con-

sultation des syndiqués, accepta de porter ce camarade sur les listes CFDT, mais en quatrième position, c'est-à-dire en position non élue (la CFDT n'ayant, jusqu'à présent, que

trois élus). Les résultats des élections ont donné raison à la démocratie. Les travailleurs de MBB ont obtenu ce qu'ils voulaient : leur délégué est élu.

Correspondant LO

□ REGIE RENAULT DRDA (Rueil)

Elections : la CGT écarte des révolutionnaires

Les élections de délégués du personnel ont été particulièrement animées cette année à la DRDA. C'est la CGT qui s'est fait surtout remarquer. Car les militants du PCF qui dirigent la CGT avaient décidé d'écarter des listes quatre militants, deux de Lutte Ouvrière et deux du PCI, dont trois délégués sortants, pour l'un d'entre eux depuis 6 ans.

Tout cela s'est passé très vite et sans discussion dans le syndicat, puisque le congrès de la CGT de l'entreprise s'est tenu quelques jours à peine avant le dépôt légal des listes et en présence de 30 personnes seulement, sur 249 syndiqués. Aucun syndiqué, et surtout pas les délégués concernés, n'avait été évidemment informé au préalable des intentions du bureau syndical. Sûrs de leur coup, les responsables syndicaux organisèrent un vote au congrès, après avoir déclamé l'acte d'accusation à l'encontre des quatre militants écartés : ils reprochaient à deux d'entre eux d'avoir fait signer au nom de travailleurs syndiqués et non syndiqués une pétition, signée par 350 travailleurs, qui demandait aux

organisations syndicales de la DRDA d'organiser une assemblée générale pour décider de la suite à donner aux débrayages qui suivirent à Rueil la grève du Mans. A un troisième, ingénieur et délégué du personnel du 2^e collège, les dirigeants CGT reprochaient de passer plus de temps à discuter avec les ouvriers qu'avec les cadres. Quant au quatrième, il ne pouvait pas être présenté, affirmait un responsable du syndicat, parce que 30 travailleurs ne voteraient pas CGT si ce camarade était sur les listes. Au vote, 21 présents se prononcèrent pour la liste du PCF, qui était déposée dès le lundi auprès de la direction, des fois qu'il y ait des réactions.

Et il y eut des réactions. Des travailleurs allèrent protester auprès des militants du PCF connus. Un des militants du PCI fit circuler une lettre ouverte dans son secteur. 130 travailleurs contactés individuellement par les deux camarades de Lutte Ouvrière signèrent une pétition de protestation, portée par 7 travailleurs à un responsable de la CGT. Enfin tous deux distribuèrent une lettre ouverte à la

sortie de la cantine, pour dénoncer la manœuvre des responsables PCF de la CGT, qui sont restés muets pendant trois ans face aux attaques anti-ouvrières du gouvernement et qui se décident aujourd'hui à « mettre le paquet »... contre les militants d'extrême-gauche. « Nous ne voterons pas pour la liste présentée par la CGT, déclaraient-ils, liste dont la composition a été décidée en petit comité... Nous n'irons pas voter et nous pensons que tous les travailleurs qui n'acceptent pas qu'on décide à leur place qui doit les représenter doivent en faire de même ». C'était un appel à l'abstention, et cela fut beaucoup discuté, car certains travailleurs affirmaient vouloir voter CGT en inscrivant les noms des militants écartés, donc voter nul.

Au premier collège, la CGT réalisa pratiquement le même score, à deux voix près, qu'en 1983. Par contre, la CFDT et surtout FO perdent des voix, ce qui favorise la CGT en pourcentage et en sièges (+5,12 % et 4 sièges sur 4). Seuls les nuls augmentent (+15). Mais au deuxième collège, abstentions et nuls aug-

mentent de 76 par rapport à l'an dernier et, si la CGT progresse en voix et en sièges (+3,30 % et 7 sièges contre 6), c'est au détriment de FO et surtout de la CGC qui perd un siège.

Aussi ce qui était marquant le lendemain des élections, c'était l'absence totale de bulletins de victoire. Car ce que tout le monde constatait, y compris les militants du PCF, c'était que les abstentions et les nuls avaient freiné les gains de la CGT, contrairement à Sandouville ou à Billancourt où ses gains se montent à 10 %.

L'appel à l'abstention était évidemment périlleux dans la situation actuelle et les résultats ne sont certes pas très probants. Mais tout le monde a pu constater que, malgré le cours plus radical de la CGT et l'écho plus favorable qu'elle rencontre dans une fraction de la classe ouvrière, il s'est trouvé un nombre significatif de travailleurs décidés à marquer le coup et à affirmer par leur vote ou leur abstention qu'ils sont attachés à la démocratie ouvrière et qu'ils n'acceptent pas qu'on la bafoue.

Correspondant LO

□ RNUR Billancourt

■ Ile Seguin

Grève des contrôleurs

Depuis vendredi 16 novembre, un mouvement de grève s'est développé au service contrôle sur les chaînes de l'île Seguin. La super-cinq, qui sort aussi sur les chaînes de Billancourt, se trouve donc en situation de blocage, les chaînes étant totalement arrêtées.

Le mouvement a d'abord démarré sur les chaînes de Ferrage au Département 12 et concernait 50 grévistes environ. Les revendications : suppression des coefficients les plus bas, déblocage massif du P1 et du P2 et création d'une filière P3. Ce sont des revendications partagées par l'ensemble des contrôleurs de l'île Seguin. Aussi lundi matin la grève s'étendait aux chaînes du Département 74, proche du Département 12, et 120 contrôleurs rejoignaient le mouvement. Comme au Département 12, les chaînes étaient bloquées et la production ne sortait pas. Ce mouvement reste toutefois très minoritaire par rapport aux 5 000 travailleurs de l'île Seguin.

Les contrôleurs, avant d'être au contrôle, ont dans la plupart des cas passé de longues années à la production, sur les chaînes, et leur mutation au Contrôle leur avait été présentée par la maîtrise comme une possibilité de promotion. Mais les promotions en question se sont fait attendre et c'est ce ras-le-bol qui s'est exprimé à l'occasion de cette grève.

Après 4 jours de grève pour les uns, 3 jours pour les autres, la direction s'est engagée dans des discussions avec les grévistes mercredi 21 novembre, ceci après avoir tenté de briser le mouvement en faisant déplacer des huissiers.

La direction a également fait en sorte d'organiser des discussions, de manière à traiter séparément les contrôleurs du Département 12 et ceux du Département 74, pour essayer de diviser le mouvement.

Pour le moment, ce que cède la direction aux grévistes du Département 12 répond en partie aux

revendications posées, sous réserve de la discussion sur les heures de grève. Mais le conflit n'est pas terminé pour autant puisque la direction a adopté une politique bien plus dure vis-à-vis des contrôleurs du Département 74, ne cédant presque rien pour le moment et faisant réparaître son huissier sur les chaînes quelque temps après la fin des discussions. L'huissier et quelques chefs se sont fait faire d'ailleurs un brin de conduite vers la sortie par 150 travailleurs environ, non concernés par la grève, mais qui se sentaient solidaires des grévistes.

Correspondant L.O



■ Elections de délégués au CE au 1^{er} collège

Gain important de la CGT

Les résultats des élections de délégués au CE 1^{er} collège au CIB (Centre Industriel de Billancourt — à distinguer du Siège social) font apparaître une importante progression en voix et en pourcentage de la CGT par rapport aux dernières élections du CE il y a deux ans, et plus encore par rapport à celles de délégués du personnel de janvier 1984.

En janvier 1984, il faut dire que le score électoral de la CGT avait subi une baisse importante parmi les OS, en majorité émigrés, qui, en reportant leurs votes principalement sur la CFDT, avaient ainsi marqué leur désaveu de la politique de la CGT chez Talbot à l'époque des licenciements.

Les élections de novembre 1984 viennent juste après les débrayages et les grèves des mois de septembre et octobre, qui ont affecté la plupart des usines Renault. La CGT apparaît ainsi comme le syndicat le plus résolu à s'opposer d'une part à la volonté de la direction d'imposer la prise de la 5^e semaine en fin d'année, d'autre part à l'amputation d'une des primes de fin d'année, et cela sans pour autant vouloir mettre en « danger » l'entreprise.

Ces mouvements, dans une période où les travailleurs de la Régie craignent des licenciements, ont contraint la direction à des reculs. Le changement d'attitude de la direction sur les sureffectifs, avec la présentation d'un plan qui épargnerait les licenciements...

| | CE 84 | DP 84 | CE 82 | CE 84 | DP 84 | CE 82 |
|----------|--------|--------|--------|--------------|-------|-------|
| Inscrits | 11 018 | 12 655 | 13 164 | | | |
| | VOIX | | | POURCENTAGES | | |
| C.G.T. | 6 220 | 5 889 | 6 545 | 75,53 | 64,90 | 68,74 |
| CFDT | 1 170 | 1 915 | 1 897 | 14,20 | 21,10 | 19,92 |
| FO | 493 | 759 | 220 | 5,98 | 8,36 | 6,83 |
| CFTC | 177 | 274 | 220 | 2,14 | 3,02 | 4,31 |
| CFT-CSL | 175 | 237 | 209 | 2,12 | 2,61 | 2,20 |

sous réserve d'une mobilité qui n'apparaît pas comme une menace immédiate pour les travailleurs, tous ces éléments ont joué pour que ce syndicat regagne une bonne partie de l'électorat perdu chez les OS et conforte un électorat traditionnellement fort dans les secteurs d'ouvriers professionnels. La CGT a, par ailleurs, mené une campagne omnipré-

sente sur le terrain par ses tracts, une « consultation sur l'emploi », avec urnes dans les ateliers, et l'engagement des militants.

Il est à noter que ces élections se sont passées dans une relative indifférence. Le score de la CGT a surpris par son ampleur nombre de militants eux-mêmes.

Correspondant L.O

□ DRDA (Rueil)

Drame de la solitude

L'un des directeurs du Centre Technique Renault a annoncé il y a quinze jours son intention de convier les mille travailleurs environ de la Direction des Etudes Véhicules, dont il est responsable, à une réunion d'information. Et il voulait organiser sa petite causerie le samedi 15 décembre, de 9 heures à 11 heures du matin, pour ne pas prendre sur le temps de travail.

Nous proposer de venir le samedi, une semaine avant la période où la direction générale nous oblige à bloquer nos congés pour raison d'économies, voilà qui ne manque pas d'air !

Cette réunion aurait pour but « d'expliciter les choix de la direction générale », de « fixer les objectifs de la DEV » et « préciser les moyens pour les atteindre ».

Les syndicats, la CGT comme la CFDT, ont affirmé que les réunions d'information,

ils sont pour, sauf le samedi. Mais la CGT est allée jusqu'à proposer d'utiliser les trois heures d'information syndicale 1984, auxquelles tout le monde a droit, pour cette réunion.

Seulement la main tendue de la CGT à la direction est restée suspendue dans le vide, la direction ayant décliné l'offre d'utiliser pour le travail des heures d'information syndicale, ce qui équivaldrait de sa part, déclara-t-elle, à « tirer un chèque sur un compte en banque qui ne lui appartient pas ». Et pan sur le bec des responsables de la CGT ! C'était bien la peine de faire de la lèche !

Aux dernières nouvelles, la direction proposerait d'organiser sa réunion en semaine, de 15 h. 30 à 17 h. 30. Mais les heures de sortie, c'est 16 h. 13 ou 16 h. 58 selon les horaires. Alors, si la direction tient à sa réunion, c'est avant la sortie, et pas après.

Correspondant L.O

□ HISPANO-SUIZA (Bois-Colombes)

Une direction pas très raffinée

Une note de service de six feuilles pour annoncer aux ouvriers de Fabrication qu'ils n'allaient plus bénéficier du droit de se laver sur le temps de travail ! Auparavant, 340 ouvriers avaient droit à un quart d'heure de douche, avec des conditions déjà très restrictives. Avec sa note, la direction voulait ramener ce chiffre à 30. Après un débrayage, elle a reculé mais en menaçant, sans rire, que, si « dans avant 20 ans Hispano s'écroulait, il ne faudrait pas que les ouvriers se plaignent. »

Voici en quels termes la direction entendait revenir

sur un avantage acquis : « Pour préserver l'effet de la réduction de la durée du temps de travail sur l'emploi, les entreprises signataires s'engagent à maintenir les capacités de production de leurs établissements, notamment par une utilisation optimale des équipements de chacune d'elles. »

Les modalités d'attribution du quart d'heure de douche à l'usine de Bois-Colombes conduisent à une utilisation des équipements plus faible que celle de nos concurrents et celle des autres établissements du

groupe (...) Cette situation constitue l'un des multiples facteurs qui affaiblissent notre capacité de vente. (...) Il apparaît donc nécessaire de modifier les pratiques en vigueur à l'usine de Bois-Colombes ».

En voilà un aveu ! Une usine qui prend l'eau parce que les ouvriers veulent se laver !

Mais la pente était savonneuse pour la direction... En matière d'économies, elle n'a pas fait celle d'un débrayage.

Correspondant L.O

□ DUCELLIER (Auvergne)

Les luttes des travailleurs contre les licenciements

291 licenciements, sur les 350 réclamés par la direction de Ducellier : voilà ce qui vient d'être annoncé jeudi 15 novembre, au Comité d'entreprise et aux travailleurs concernés qui ont reçu dès ce jour leur lettre. Des réactions de colère ont aussitôt éclaté, et l'opération « villes mortes » de vendredi a été un succès.

UN PATRONAT DE COMBAT :

Depuis que Valéo a pris la majorité des actions chez Ducellier, il y a six mois, la réorganisation va bon train : un millier d'emplois ont été supprimés, dont près de 400 licenciements « secs ».

Les nouveaux patrons ne manquent pas de moyens pour imposer leurs vues. Ils s'appuient sur un encadrement qui est chargé de filer les militants, et qui avoue ouvertement sa haine de la CGT.

La paie sert aussi de moyen de pression. Les salaires ont été baissés avec le système du chômage technique à répétition. Alors que la plupart s'échelonnent entre 3 600 F et 4 000 F par mois, c'est 1 000 F à 1 200 F qui sont perdus sur deux mois avec la fermeture décrétée par la direction, une sorte de lock-out à peine déguisé. D'ailleurs, du jeudi 15 au mercredi 21, il y aura encore du chômage partiel.

LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS

Après une période de désarroi, les « Dudus », comme on dit là-bas, se sont rebiffés.

Lorsque, le 10 novembre, la paie d'octobre n'avait pas encore été versée à l'usine de Grosménil, à Vergongheon, celle où la grève est la mieux suivie, ce fut la colère.

On donna un ultimatum à la direction : si à 17 heures, le soir même, le salaire n'arrivait pas, les bureaux seraient occupés et saccagés, et les gares de Brioude et de Brassac seraient paralysées. Comme par miracle, les banques débloquaient quelques heures après les fonds nécessaires !

Jeudi, la confirmation des licenciements provoqua des mouvements difficilement contrôlés par le service d'ordre CGT : occupation de la mairie d'Issoire ; pneus brûlés devant l'usine d'Issoire ; blocage des cadres à la sortie de l'équipe de 16 heures. La direction fait aussitôt venir des cars de CRS et l'affrontement est évité de justesse. C'est la CGT qui fait la chaîne pour protéger les chefs, qui sont copieusement insultés. On leur crache au visage et leurs pneus de voiture sont crevés.

Des barrages routiers se multiplient aux sorties sud et nord d'Issoire, en direction de Clermont-Ferrand.

La découverte fortuite d'un camion italien dans la cour de l'usine de Grosménil, à Vergongheon, est considérée comme une provocation. Des milliers de pièces de démarreurs, des boîtiers d'allumeurs, sont alors vidés sur place.

Une autre partie de la cargaison sera transportée de nuit, en voitures, jusque devant la préfecture régionale, à Clermont, et déversée sur les marches d'escalier, devant l'entrée.

LA DIVISION SYNDICALE

Dès septembre, l'ensemble des syndicats, sauf la CGT, ont pris des positions très prudentes. FO, la CFDT et la CGC ont refusé de s'associer aux actions lancées par la CGT, en faisant une analyse différente de la situation. Selon eux, les licenciements sont inévitables.

Il faut être « réaliste » et essayer de sauver ce qui reste, quitte à sacrifier quelques centaines d'emplois.

Une intersyndicale s'est constituée sur ces bases, avec FO, la CGC et la CFDT. Ils se sont adressés aux élus, en concurrence avec la CGT, aux ministères concernés (celui du Travail et celui de l'Industrie), au Conseil régional et au Conseil économique et social. Et surtout ils ont désavoué les grèves et les tentatives d'occupation d'usine faites à l'initiative de la seule CGT.

Jeudi 15, cette intersyndicale appelait à 7 heures au débrayage, mais refusait de participer à l'opération « villes mortes ». Son but est de convaincre la direction de Ducellier d'adopter un plan social : comme les patrons, ces syndicats croient aux « sureffectifs », dont la CGT ne veut pas entendre parler. Et il suffirait d'un bon plan social, avec stages de formation et incitation à la création d'emplois.

La CGT nettement plus combative, fait donc cavalier seul. Mais son isolement, l'échec de l'occupation de l'usine de Grosménil, l'ont obligée à composer avec les autres syndicats. La CGT accepte de les rencontrer, mais de l'extérieur, à Clermont, en demandant au préfet de région de servir d'intermédiaire !

Ces divergences contribuent à désarçonner les travailleurs.

LA MANIFESTATION DU 16

Pendant une dizaine de jours, une intense préparation s'est faite dans toute la région du Val d'Allier, jusqu'à Langeac, à 50 km au sud d'Issoire. Les mots d'ordre étaient larges : « Contre le déclin économique de la région, contre les

licenciements, pour des négociations. »

Les appels et les prises de position furent nombreux : les maires et les conseillers municipaux ont fondé une association locale de « défense du Val d'Allier » et ont été présents devant la sous-préfecture d'Issoire et aux premiers rangs de la manifestation. Les mairies ont été fermées au public ce jour.

Du côté des enseignants, un appel à la grève d'une heure fut lancé dans les lycées et collèges de Brassac, Brioude et Issoire. Les associations de parents d'élèves invitèrent les parents à garder leurs enfants à la maison. Les employés de la Sécurité sociale d'Issoire firent grève. Le 16, à Cégédur, la CGT lança un mot d'ordre de

quatre heures de débrayage qui fut suivi de façon très partielle. Des cortèges de voitures montèrent à Issoire, à partir des petites villes où se trouvaient les usines Ducellier : Vergongheon, Brassac, Brioude.

Les commerçants ont largement répondu à l'appel : pratiquement tous les magasins d'Issoire ont été fermés à l'heure de la manifestation, dès 15 heures, jusqu'au soir, et les vitrines portèrent l'affiche « Pour que vive le Val d'Allier ».

Conduites par la CGT, environ deux mille personnes défilèrent sur les boulevards d'Issoire aux cris de : « Valéo, négocie ! » et « Non aux licenciements ». Pendant ce temps, la circulation était totalement bloquée en ville.



Manifestation dans Issoire, vendredi 16 novembre.

Jusqu'ici la CGT a fait le forcing pour « maintenir la pression », comme ses responsables le déclarent chaque jour. Ainsi, lundi 19, une centaine de ses militants sont allés à la séance du Conseil régional, à la préfecture de Clermont, pour rappeler la nécessité de négocier. Pour jeudi 22, une marche d'Issoire à Clermont-Ferrand est prévue. Ce jour-là doit s'ouvrir une table ronde entre les syndicats, la direction de chez Ducellier et les pouvoirs publics. Et cette fois, la CGT est décidée à y participer sans claquer la porte comme elle l'avait fait il y a trois semaines. La seule concession obtenue consiste dans le remplacement du directeur de Ducellier par... un autre directeur, pour mener les négociations !

Car, malgré les efforts pour entraîner les travailleurs dans

une lutte active et mobilisatrice, il n'y a pas eu le répondant espéré. Valéo, actionnaire unique de Ducellier, maintient ses décisions : la suppression de près d'un millier d'emplois, dont 340 licenciements. Et elle laisse courir des bruits alarmistes sur une éventuelle deuxième vague de licenciements en 1985. Les périodes de chômage technique se multiplient, avec ce que cela représente comme argent perdu.

La majorité des travailleurs de Ducellier est assez désespérée, même ceux qui participent à toutes les actions organisées par la CGT, laquelle craint dans un tel climat, des réactions de colère individuelles. Il n'est pas rare d'entendre des licenciés menacer de régler leur compte à certains cadres à coups de fusil...

Correspondant L.O



Devant l'usine d'Issoire, les feux de la colère.

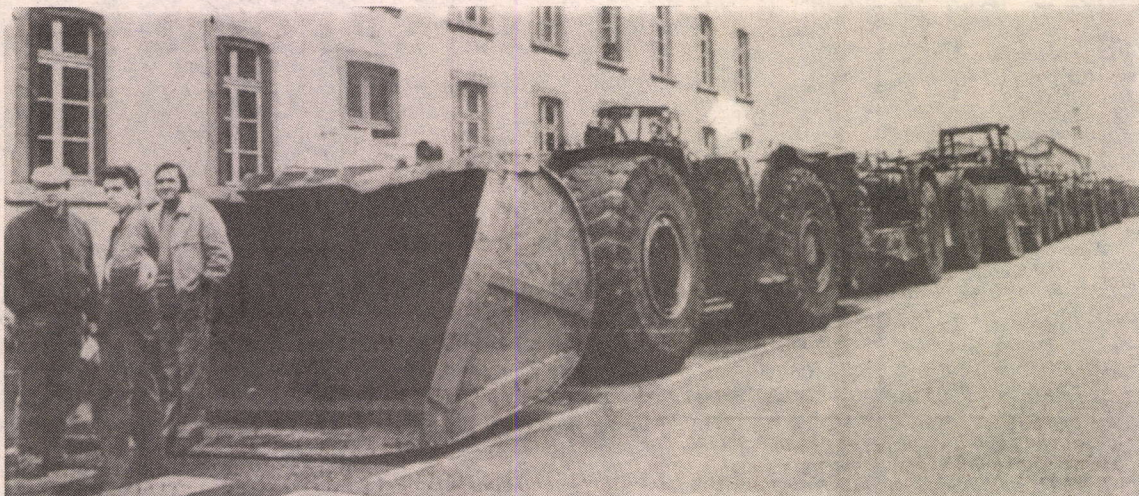
LORRAINE

■ Grève générale dans les mines de fer

Depuis lundi 19 novembre, à l'appel de la CGT, les mineurs de fer sont en grève générale dans la région de Moyeuvre, Hayange et Briey: une dizaine de puits au total, appartenant à Sacilor et Usinor.

Ils se sont regroupés au siège patronal de Lormines, à Hayange, qu'ils occupent et qui leur sert de quartier général pour organiser leurs actions. La direction, quant à elle, a préféré aller s'installer ailleurs, avec son personnel administratif. Les engins d'extraction, sortis du fond de la mine, qui pèsent trente tonnes et plus, sont alignés devant le bâtiment, prêts à servir... Déjà la voie de chemin de fer qui approvisionne les hauts-fourneaux de Sollac a été coupée: les grévistes se relaient pour organiser le blocage.

Tout a commencé à la



Les engins alignés devant le siège patronal de Lormines

mine d'Anderny, où le personnel s'est mis en grève le 12 novembre pour s'opposer à la fermeture.

En effet, en octobre 1981, Mitterrand avait promis, à Longwy, que toutes les mines resteraient en activité: onze puits ont déjà été

fermés depuis cette date! Et de nouvelles fermetures sont encore prévues. Les effectifs sont passés de 4 000 à 2 500; et 800 emplois doivent encore être supprimés.

Résultat: il n'y a plus assez d'"actifs" pour ali-

menter les caisses (2 500 mineurs pour plus de 16.000 retraités). Peu à peu, on rogne sur tous les avantages acquis des mineurs retraités: prime de logement, de chauffage, Sécurité sociale minière.

Le 12 juillet, le gouverne-

ment avait promis une réunion tripartite avec les syndicats et la direction, pour « reconsidérer le plan industriel ». Depuis, toujours rien...

Claude Dollé, le P-DG de Sacilor, se dit aujourd'hui prêt à rencontrer les syndicats à la fin du mois. Mais les promesses de Dollé, les travailleurs savent ce qu'elles valent...

Dans une région où non seulement les mineurs mais tous les sidérurgistes sont touchés par le plan de restructuration, la grève des mineurs ne risque pas de passer inaperçue... La direction le sait.

On apprendait d'ailleurs, comme par hasard le deuxième jour de la grève, que le nouveau plan de suppressions d'emplois dans les aciers spéciaux, à la SAFE Hagondange et à Pompey, était « repoussé à une date ultérieure »...

■ Un député PS pris à partie par les mineurs



Les mineurs et retraités occupant la mairie de Moyeuvre-Grande.

Vendredi 16 novembre, 150 mineurs et retraités de la mine de Moyeuvre ont occupé, trois heures durant, la mairie de Moyeuvre-Grande. Ils étaient venus demander des comptes à Drouin, député-maire du Parti Socialiste. Les réponses évasives de celui-ci ne firent qu'exaspérer la colère des mineurs, qui le prirent ainsi à partie:

« Ecoute, Barbichette, si tu continues, on va t'emmener sur le crassier de la mine.

— Je vous prie de me respecter, en tant que député.

— Eh bien justement, les députés, on les emm... ! Tu pourrais vivre, toi, avec 2 400 F par mois ?

— Je refuse de servir de bouc émissaire pour tout ce

qui se passe dans la sidérurgie et les mines de fer.

— Et les promesses de Mitterrand en 1981 ?

— Ces promesses ont été faites avec précipitation, dans un contexte politique qui s'explique par l'explosion qui a suivi la victoire de la gauche. Elles ne tenaient pas compte d'un critère économique essentiel: l'effondrement du marché de l'acier. »

Les mineurs, en tout cas, loin d'être satisfaits par ces explications, ont affirmé qu'ils viendraient rechercher une réponse la semaine prochaine, sommant Drouin d'exiger des pouvoirs publics la suspension de toutes les mesures prévues.

Correspondant LO

- SNCF Ateliers de Quatre-Mares (Saint-Etienne du Rouvray)

Non aux licenciements !

Aux ateliers de Quatre-Mares, à Saint-Etienne-du-Rouvray, près de Rouen, la SNCF veut licencier un travailleur. Cela fait trois ans qu'il travaille aux ateliers, mais il n'est pas commissionné (c'est-à-dire pas titularisé), pour des raisons de santé. Maintenant la SNCF veut le mettre à la porte, aidée d'un médecin SNCF qui soigne davantage les réductions d'effectifs que la santé des cheminots.

Les « pontes » de la SNCF s'étaient peut-être dit que les cheminots de Quatre-Mares penseraient que ce n'était qu'un cas isolé et laisseraient faire. Mais au contraire, dès que ce camarade a reçu sa lettre de licenciement, cela a été le tollé. Tout son atelier, maîtrise comprise, est monté au bureau de la direction, pour demander qu'il n'y ait pas de licenciement. Après cette première tentative, ils y sont reve-

nus une deuxième fois avec une pétition, signée de tous les travailleurs de cet atelier (l'atelier des Bogies). Il y avait une réunion du Comité d'entreprise. Le directeur est sorti, a pris la pétition, et puis est rentré dormir... puisque pas un mot n'a été dit au sujet de ce licenciement, au cours de cette réunion.

Le bruit a commencé à se répandre dans tous les ateliers. Un licenciement à la SNCF, ce n'est pas si courant et les « raisons médicales » écoeureraient tout le monde. On voulait des explications.

Les ouvriers combattifs ont organisé des petites réunions, dans quelques ateliers, pour savoir ce qu'il en était et discuter de ce qu'on pouvait faire. Cela a fait courir quelques responsables syndicaux, qui n'avaient pas trop l'air d'apprécier qu'on veuille savoir ce qui se passait.

Ce bouillonnement a certainement contribué à pousser les trois syndicats (CGT, CFDT et FO) à faire deux tracts communs et une pétition que tout le monde a fait circuler. Elle a recueilli plus de 700 signatures, sur un effectif d'environ 900 ouvriers.

Mercredi 21 novembre, les trois syndicats ont appelé à porter cette pétition à la direction. Quasiment tout Quatre-Mares était devant les bureaux. Il y avait bien longtemps qu'on n'avait pas vu ça.

Même si le directeur se dérobe et se réfugie derrière « l'avis médical », tout le monde est bien persuadé qu'il a trouvé là l'occasion de supprimer un poste, et on n'a pas l'intention de laisser faire. Tous les travailleurs de Quatre-Mares ont un nouveau rendez-vous, jeudi, devant les bureaux.

Correspondant LO

- AUSSAGE Dijon

Le patron mijote un sale coup

A Aussage nous fabriquons du poivre, des amandes pilées et nous faisons l'emballage d'épices, safran, herbes, en sachets, tubes ou flacons (club) pour Amora (qui appartient comme Aussage au trust BSN). Nous étions 150 il y a 3 ans. Nous sommes maintenant 110, suite au non-remplacement de départs et à l'arrêt de l'utilisation d'intérimaires.

Depuis un mois, devant une baisse d'activité, des rumeurs de licenciements couraient. Pendant le pont de la Toussaint, les délégués au CE ont

reçu une lettre du patron envisageant le départ de 16 personnes pour acheter des machines nouvelles au 1^{er} trimestre 1985. Ainsi on ferait 100 000 clubs par jour, au lieu de les faire par semaine.

Pour essayer de calmer les discussions sur les postes, le patron a parlé de pré-retraites, de 3 mutations à Amora et 3 départs volontaires. Mais le compte n'y est pas: pas de volontaires pour Amora, où le travail est plus dur; pas de départ volontaire des 3 personnes envisagées, malgré les pressions du directeur dans

son bureau; pas assez de pré-retraites pour arriver à 16.

Alors, à l'appel de la CGT, nous avons signé une pétition de refus que nous avons portée tous ensemble (95 sur 110) mardi 13 au directeur. Nous n'avons pas mâché nos mots. Là, il nous a dit que ce n'était pas pour tout de suite, mais pour fin 1985, et que l'inspecteur du travail n'avait pas donné son avis.

Alors, il recule ou il cherche à nous endormir? De toute façon, il ne nous aura pas comme ça.

« Vietnam » de Stanley Karnow

Stanley Karnow, auteur de *Vietnam*, fut, à partir de 1950, correspondant de la revue américaine *Time* à Paris. Il couvrit pour ce magazine les guerres d'Indochine et plus tard d'Algérie avant de se fixer en Asie du Sud-Est en 1959.

S'appuyant sur sa documentation personnelle, des archives, des interviews et diverses études, son œuvre est une histoire du Vietnam jusqu'au début des années 1980, et fut d'ailleurs à l'origine de la série d'émissions télévisées réalisée par Henri de Turenne et présentée en février dernier sur Antenne 2.

Pour l'auteur, qui s'attache à montrer comment la France d'abord et surtout les Etats-Unis ensuite ont perdu leur guerre face à ce petit pays luttant pour son indépendance, l'histoire du Vietnam au XX^e siècle est « une suite d'occasions perdues qui auraient peut-être permis d'éviter le pire ». Mais Karnow n'entend pas réécrire l'histoire, il replace au contraire ce qu'il considère comme des « erreurs » dans leur contexte, montrant souvent comment elles découlent logiquement des choix politiques faits par les grandes puissances.

Le livre commence par l'évocation rapide de ce qu'était le Vietnam avant la colonisation française, suivie par la description de l'oppression et de l'exploitation que lui fit subir l'impérialisme français. Le riz cultivé était réexporté en France ; sur les plantations d'hévéas, appartenant à Michelin, moururent 12 000 des 45 000 personnes qui y travaillaient de 1917 à 1944. Mais la grande source d'enrichissement provenait de la « Régie de l'Opium » qui assurait un tiers des revenus de l'administration coloniale.

S'enrichissant en saignant l'Indochine, les colons français ne voulurent pas perdre la moindre miette du gâteau. Ils mirent sur pied une administration blanche où les fonctionnaires indochinois étaient rares, très liés à l'Etat français, au point parfois d'ignorer leur propre langue.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, quand les Anglais « libérèrent » l'Indochine de l'occupation japonaise pour la remettre à la France conformément à l'accord de Potsdam, il se constitua un vide politique

que les nationalistes du Viet Minh, créé en 1941, tentèrent de combler. Et une des parties les plus intéressantes du livre — parce que très certainement la plus méconnue — est celle où l'auteur décrit la politique du Viet Minh dirigé par Hô Chi Minh qui se donnait pour but de « former un large front national rassemblant non seulement les ouvriers, les paysans, les petits bourgeois et les bourgeois nationaux mais aussi les propriétaires terriens patriotes ».

Se parant de l'étiquette communiste, le dirigeant nationaliste Hô Chi Minh rechercha, durant la Seconde Guerre mondiale et dans l'immédiat après-guerre, l'appui des Etats-Unis contre la France. Mais après bien des hésitations, les dirigeants américains refusèrent. Non que l'étiquette communiste attachée à Hô Chi Minh les gênât, mais ils ne voulaient pas risquer, en appuyant « un vieux dirigeant opposé à la France », de rompre avec cette dernière une « alliance dont le sort était vital » pour empêcher l'extension du communisme en Europe.

La guerre froide, qui devenait de plus en plus chaude en Corée, la politique de « containment » prônée par les Etats-Unis les poussèrent à aider alors la France dans la guerre que cette dernière menait contre le Viet Minh. Les USA allèrent même jusqu'à financer 80 % des dépenses engagées dans le conflit.

Mais face aux combattants vietnamiens déterminés, la France, après la défaite de Dien Bien Phu, fut contrainte d'abandonner le Vietnam. Commença alors le lent mais inéluctable engagement américain.

C'est de cette partie de l'histoire du Vietnam que Karnow traite le plus longuement. Il explique comment, dans le cadre de la politique de « containment » menée par les Etats-Unis, ceux-ci vont être amenés à prendre part au conflit, à y engager de plus en plus d'hommes, à s'y embourber comme l'avaient fait les Français.

Les Etats-Unis auraient certes préféré ne pas avoir à intervenir directement. Dans un premier temps, d'ailleurs, ils cherchèrent, selon l'auteur, à renforcer militairement et politiquement l'administration fan-

toche vietnamienne qu'ils soutenaient. Mais toute l'aide versée pour, disait-on, aider au développement économique du pays, ne servit qu'à augmenter la corruption dans des proportions inégales.

L'engagement direct des Etats-Unis, commencé sous la présidence de Kennedy, s'intensifia en 1965 sous Johnson. Mais plus nombreux étaient les hommes participant à la « croisade contre le communisme », plus le pays était dévasté par les bombardements, plus la résistance vietcong se renforçait : « S'ils (les paysans) n'étaient pas favorables aux Vietcongs avant notre arrivée, ils l'étaient devenus au moment de notre départ », rapporte un soldat américain.

L'offensive du Têt de janvier 1968 marqua un tournant dans la guerre. En attaquant simultanément partout au Sud-Vietnam, le Vietcong ébranla non seulement l'armée américaine stationnée dans le pays, mais aussi l'opinion américaine. Dès lors, rapporte Karnow, Johnson, puis Nixon, cherchèrent des solutions à leur désengagement. Pour pouvoir négocier en position de force, Nixon intensifia les combats mais, parallèlement, il rechercha une solution politique du côté de la Chine, qui déjà en 1954, à la Conférence de Genève, avait poussé les Nord-Vietnamiens au compromis. Les pourparlers de paix, commencés en 1968, s'achevèrent en 1973.

C'est tout cela et bien d'autres choses encore que l'on trouve dans *Vietnam*, un livre qui montre ce que fut la politique des grandes puissances, d'abord pour conquérir des colonies, ensuite pour les conserver ou tout au moins conserver leurs zones d'influence. Bien sûr, en fin de compte, elles durent se retirer du Vietnam mais en laissant derrière elles un pays ruiné et saigné par un siècle de domination coloniale et trente ans de guerre.

Ce livre documenté est très intéressant, justement parce qu'il montre comment, pour assurer sa domination, l'impérialisme est capable de mettre à feu et à sang tout un pays.

Marianne LAMIRAL

Vietnam de Stanley Karnow. Ed. Presse de la Cité. 434 pages. 100 F.

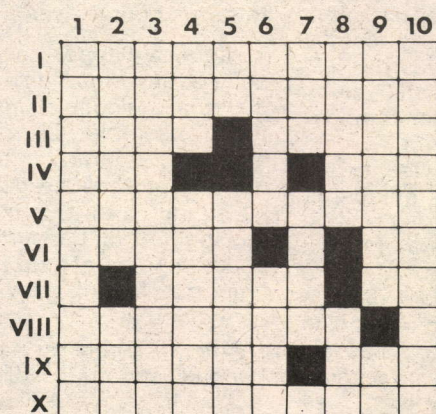


Un enfant-soldat de 10 ans dans les troupes sud-vietnamiennes d'un régime qui comptait surtout sur le soutien militaire US.



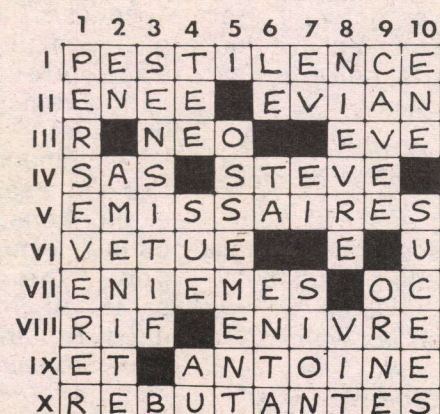
La terreur contre toute une population. Pour se protéger des bombes à billes américaines, de jeunes Vietnamiennes dans un abri individuel.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Elles permettent de jouer avec le vent. II. Se fait grâce à un bon tuyau. III. Filets. Lieu de retraite. IV. Poète chinois. Témoignage de succès. V. Permet un bon isolement. VI. Souvent piquée. Dans l'œil. VII. Vient d'être. Réunit. VIII. Embrassée par un passionné. IX. Cédé. Il faut le garder pour ne pas se perdre. X. N'investit pas.

VERTICALEMENT. — 1. Délivré par un jury. 2. Vient du large. Inversé : facteur sanguin. 3. Les poulets y font leur ronde. 4. Pas décorés. Intérêts. 5. Article étranger. Rogna. 6. Compositeur de musique légère. Crotté quand il est hygiénique. 7. Ville de Suède. Brumer. 8. Vu. Crème renversée. 9. Tétue. Forment un carré, quand on a de la chance. 10. Copie.



« La place »

d'Annie Ernaux

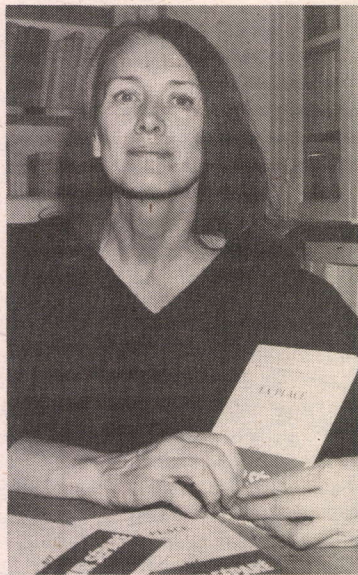
Le roman d'Annie Ernaux, *La place*, qui vient d'obtenir le prix Renaudot, est, en fait, la biographie à peine déguisée de l'enfance de l'auteur, écrite — réécrite plutôt car l'auteur avait déjà traité le sujet dans un premier livre, *Les armoires vides*, publié en 1974 — à la suite de la mort de son père.

Elle retrace les étapes de la vie de ses parents. Son père, ouvrier agricole, quitte pour la première fois sa Normandie natale à l'occasion de la Première Guerre mondiale. A son retour, il se marie avec une ouvrière. Ouvriers l'un et l'autre, leur vie est désormais tendue vers l'espoir de s'en sortir en achetant un café-épicerie ; puis, ce but atteint, par la hantise de redevenir ouvriers.

Là se limitent leurs ambitions avant que, plus tard, ils ne reportent tous leurs espoirs sur leur fille unique qu'ils « poussent à apprendre ». Mais, ce faisant, ils la séparent d'eux. En effet, alors qu'elle était jusque-là parfaitement intégrée au milieu populaire de ses parents, elle prend cons-

science du fossé qui les sépare du milieu qu'elle fréquente dans l'établissement scolaire privé où ils l'ont placée. Elle se met à les juger, à relever leur parler grossier, elle voit le bistrot miteux avec les yeux de ses camarades de classe et de ses professeurs. Elle est bientôt choquée puis dégoûtée par les façons des clients, la crasse des petits vieux alcooliques de l'hospice voisin, la pauvreté et la misère morale qui l'entourent. L'école, où elle a à cœur d'être la première dans toutes les matières pour compenser ses origines modestes, la fait renier ses parents... sans que toutefois le milieu auquel elle aspire à s'intégrer ne l'accepte tout à fait. Aussi brillante soit-elle, elle reste la fille du bistrot ouvrier.

Un pied dans chaque camp, mal à l'aise aussi bien dans le milieu populaire que dans celui de la petite bourgeoisie et de la bourgeoisie provinciales, Annie Ernaux fait toucher du doigt les mille et une façons dont se marque la différence de classe.



Le livre d'Annie Ernaux aurait pu être le pamphlet d'une parvenue contre son milieu d'origine. Il n'en est rien. Et dans son style, très dépouillé, très sobre, elle parvient à faire passer la tendresse qu'elle lui garde malgré les différences qui, aujourd'hui, l'en séparent.

Michel RITTER

« Laylâ, ma raison »

d'André Miquel

Ce roman évoque une des plus vieilles légendes de la littérature arabe, aussi connue au Moyen-Orient qu'ici Tristan et Iseult ou Roméo et Juliette : celle de Majnoun et Laylâ.

Spécialiste de la littérature arabe, André Miquel avait déjà consacré plusieurs études à cette histoire d'amour fou.

Dans *Laylâ, ma raison*, il la fait revivre ici sous forme romanesque, en y incluant des extraits des poèmes de Majnoun, lui-même poète qu'un amour impossible rendit fou (c'est d'ailleurs le sens de « majnoun »).

Au VII^e siècle, un demi-siècle après l'Hégire de Mahomet (le début de l'ère musulmane), dans une tribu nomade d'Arabie, Qays et Laylâ tombent amoureux l'un de l'autre. Cette passion arrange d'ailleurs bien les deux pères, qui avaient déjà projeté de les marier ensemble. Mais Qays est poète et ne peut s'empêcher de chanter son amour pour Laylâ, en la nommant publiquement, ce qui constitue une insulte mortelle, une atteinte à l'honneur de Laylâ et de tout son clan. Désormais un mariage est impensable. C'est plutôt une vendetta qui s'imposerait, pour

laver l'honneur familial dans le sang de l'insulteur. Malgré leur amour qui ne faiblit pas, les regrets des familles, les tentatives de conciliation, les amoureux sont à jamais séparés. Qays, dont les poèmes se font de plus en plus beaux et de plus en plus désespérés, devient fou : on le nomme désormais « Majnoun ». Vivant dans le désert en compagnie des gazelles, il n'accepte de rencontrer que deux membres de la tribu, qui écouteront et transmettront ses poèmes. Laylâ, mariée à un autre homme par son père, meurt et Majnoun ne tarde pas à la suivre.

Cette légende tragique est admirablement située dans l'univers des tribus nomades. On les suit dans leurs migrations, à la recherche d'eau et de pâturages. On voit leurs coutumes, leurs guerres, les différenciations sociales, les croyances religieuses et les pèlerinages à La Mecque. Bref, c'est toute la vie des gens du désert qui sert de décor à cette légende de l'amour fou.

Vincent GELAS

Laylâ, ma raison d'André Miquel. Ed. du Seuil. 151 pages. 59 F.

Chester Himes : de la révolte à la résignation

L'écrivain noir américain Chester Himes est mort le 12 novembre dernier à l'âge de 75 ans à Alicante, en Espagne, où il s'était retiré depuis plusieurs années.

Si Himes est aujourd'hui surtout connu comme un auteur de romans policiers, il l'est moins comme écrivain « engagé ». Pourtant, au début de sa carrière, sous le patronage d'un autre écrivain noir, Richard Wright, il écrivit deux romans sur la condition des Noirs américains confrontés au syndicalisme, au racisme des Blancs, en particulier du « big business » : *S'il braille, lâche-le* et *La croisade de Lee Gordon*.

Chester Himes, fils d'instituteur, est né aux Etats-Unis, dans le Missouri, en 1909. Alors qu'il était étudiant à l'université de Cleveland, il fut victime d'un accident. Il reçut une forte indemnité qu'il perdit au jeu. Pour se renflouer, il chercha des fonds et... commit un vol à main armée en 1929.

Arrêté à Chicago, condamné à 20 ans de prison, il commença à écrire en prison, d'où il fut libéré en 1936 pour bonne conduite.

Un de ses premiers romans, *S'il braille, lâche-le* (1945), donne de la société américaine un tableau accusateur soulignant l'impossibilité pour les Noirs de s'insérer dans un monde qui les rejette et les accuse.

Quand les Etats-Unis entrèrent dans la Seconde Guerre mondiale, les Noirs furent

admis à devenir ouvriers dans les usines travaillant pour la Défense nationale. L'expérience qu'en fit Chester Himes lui servit lorsqu'il écrivit *La croisade de Lee Gordon*.

Ce roman analyse avec finesse et nuances le comportement et les sentiments des travailleurs noirs face à leurs frères de race, face à la police, aux ouvriers et syndicalistes blancs.

Une grande faiblesse tout de même dans ce livre, à bien des égards passionnant, la façon dont sont présentés les militants du Parti Communiste Américain, tous écœurants de bassesse. Himes ne parle pas des militants ouvriers adhérents au PCA, et dévoués à leur classe. Et pourtant, ils étaient, alors, en nombre.

Himes ne les a-t-il jamais rencontrés, ou subissait-il déjà la pression de l'anticommunisme ambiant ? Toute son évolution ultérieure incite à pencher pour cette seconde hypothèse.

Chester Himes, quittant les Etats-Unis pour l'Europe, devint à la fin des années cinquante l'auteur d'une série de romans policiers qui ont tous pour cadre le ghetto noir. Les plus réussis sont *La reine des pommes*, *Il pleut des coups durs*, *Couché dans le pain*. Certes, c'est avec beaucoup de truculence qu'il dépeint la petite pègre de Harlem. Mais Himes était déjà loin des sentiments de révolte qui pouvaient animer les Noirs d'Amérique ; il était loin de toute l'horreur de ce que peut ressentir, selon sa propre

expression, « une mouche dans un bol de lait ».

D'ailleurs, au moment même où les ghettos noirs des grandes villes américaines s'embrasaient ; au moment même où les militants du Pouvoir Noir subissaient une répression de plus en plus violente, Himes écrivit en 1970 un roman dans lequel il se désolidarisait des Noirs révoltés : *L'aveugle au pistolet*. Voici comment, dans ce livre, il décrivait ceux qu'il appelle les « cogneurs » du Pouvoir Noir : « Les marcheurs venant dans cette direction étaient conduits par deux Noirs athlétiques et rébarbatifs, vêtus de manteaux de cuir avec des ceintures et semblables en tous points à des SS. (...) Derrière eux venait ce personnage adipeux et suant (...) en train de vaticiner hystériquement sur le Pouvoir Noir. »

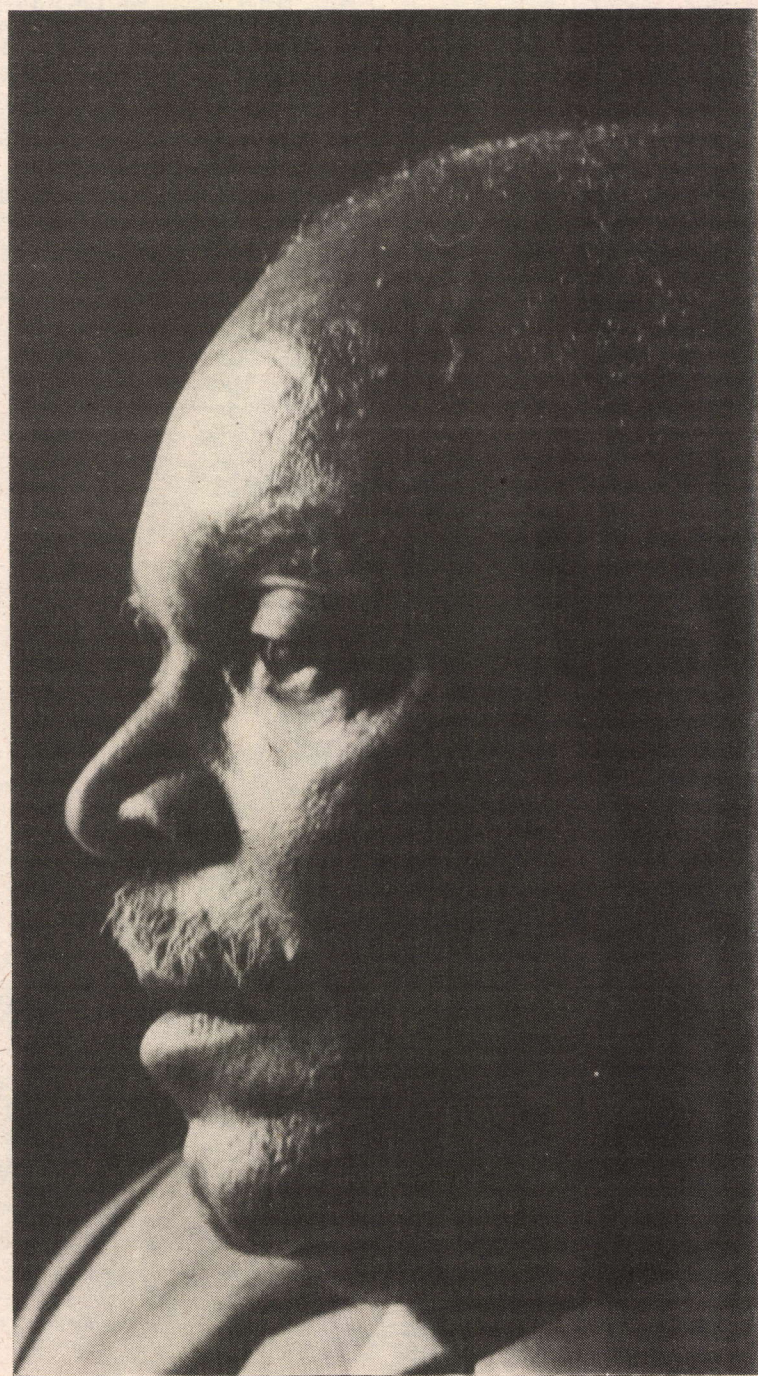
En dénigrant la violence des opprimés, Chester Himes était tout bonnement passé dans le camp des détracteurs de la révolte noire.

« La mouche » avait non seulement appris à nager « dans un bol de lait » mais elle s'en nourrissait même.

G.L.

La croisade de Lee Gordon vient d'être réédité dans la collection 10/18 chez Christian Bourgois.

Quant à *S'il braille, lâche-le*, il devrait paraître, en janvier prochain, dans la collection Folio, aux éditions Gallimard. Les romans policiers sont disponibles chez Gallimard également dans sa collection Carré Noir.



« Quilombo » de Carlos Diegues

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, le Quilombo est la communauté des esclaves noirs qui ont fui les plantations de canne à sucre pour vivre libres dans les forêts et les montagnes. Le film de Carlos Diegues traite, en quelques épisodes séparés parfois par douze années, de la plus célèbre de ces communautés, celle de Palmares, qui se maintint près d'un siècle, au nord-est du pays, non loin de Recife.

Deux chefs dominent cette histoire. Le premier est Ganga Zumba, un prince africain enlevé par des marchands d'esclaves (le premier film de Carlos Diegues, *Ganga Zumba*, lui fut consacré il y a vingt ans). Il dirige une révolte d'esclaves, gagne Palmares où il succède à la vieille reine Acotiréné. Sous sa direction, Palmares prospère, grâce en particulier à la polyculture, alors que les zones côtières étaient affaiblies par la monoculture de la canne. Malgré les attaques incessantes des Hollandais et des Portugais, la communauté est même capable d'accueillir les Blancs qui veulent échapper à l'étouffement de la

société esclavagiste. Lors de ses succès militaires contre les colonisateurs, Ganga Zumba refuse de s'emparer des villes de la côte, ne voulant pas être contraint d'utiliser à son tour des esclaves, indispensables au fonctionnement de cette société plus complexe.

Il tente pourtant de faire la paix avec les Portugais et, en échange de la promesse qu'on laissera les Noirs libres vivre en paix, accepte d'aller s'installer dans une autre région. La communauté se divise alors. Certains suivent Ganga Zumba, qui se suicide lorsqu'il s'aperçoit qu'il a été attiré dans un véritable piège. D'autres ont décidé de rester à Palmares sous la direction du dauphin de Ganga Zumba, le guerrier Zumbi qui, enlevé tout enfant au Quilombo, a été élevé par un prêtre portugais. Il prend la tête de la résistance, car les colonisateurs ont décidé d'en finir à tout prix avec Palmares (on a calculé que l'armée qu'ils rassemblèrent alors fut la plus nombreuse que le Portugal équipa jusqu'à l'indépendance brésilienne, en 1822). Durant des années, à force d'ingéniosité et de courage, les Noirs

tiennent face à des forces supérieures, équipées d'armes à feu et de canons. Mais ils finissent par succomber sous le nombre et préfèrent alors mourir en combattant ou se suicider. Zumbi s'échappe mais finit par être tué. Palmares est détruite, mais on présente que l'exigence de liberté qu'elle a incarnée pendant si longtemps n'est pas près de disparaître.

Cette histoire de Palmares, qui a laissé un souvenir tenace dans la mémoire du peuple noir brésilien, est traitée par Carlos Diegues sur le ton de l'épopée, qui privilégie les héros et les grands gestes. Elle fait aussi la part belle aux mythes et aux rites du Vaudou, la religion animiste des Noirs du Brésil et des Antilles. Mais, sous les grossissements de l'épopée ou les oripeaux du Vaudou, ce qui éclate dans ce film, c'est la révolte et la lutte des esclaves pour la liberté.

Vincent GELAS

Dans les salles parisiennes : Ciné-Beaubourg les Halles 3^e (vo). Latina 4^e (vo). Reflet Logos 5^e (vo). Lumière 9^e. Denfert 14^e (vo).



Sélection cinéma

FILMS RÉCENTS...

AMADEUS
de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Impérial 2^e. Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). St-Germain Huchette 5^e (vo). Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs Elysées 8^e (vo). Paris 8^e (vo). 14 Juillet 11^e (vo). Athéna 12^e. Escorial Panorama 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. PLM St-

Jacques 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Calypso 17^e (vo). Clichy Pathé 18^e. 14 Juillet 15^e (vo). Victor-Hugo 16^e.

AU-DESSOUS DU VOLCAN
de John Huston, d'après le roman de Malcolm Lowry.

La déchéance d'un consul britannique au Mexique miné par l'alcoolisme, le jour de la fête des morts, en 1938.

Quintette 5^e (vo). Marignan 8^e (vo).

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle...

de la bonne société anglaise.

Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. Maxeville 9^e. Montparnasse Pathé 14^e (vo). Kinopanorama 15^e (vo). Clichy Pathé 18^e. Convention St-Charles 15^e.

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain !

UGC Opéra 2^e (vo). Movies Les Halles 1^{er} (vo). Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. Escorial 13^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

LES RIPOUX
de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée.

Berlitz 2^e. Rex 2^e. Danton 6^e. UGC Montparnasse 6^e. Biarritz 8^e. UGC Gobelins 13^e. Gaumont Convention 15^e. Calypso 17^e. Clichy Pathé 18^e. Gaumont Ambassade 8^e. Paris Loisirs 18^e.

... ET MOINS RECENTS

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux.

Publicis Matignon 8^e.

DON GIOVANNI.
de J. Losey.

L'opéra de Mozart avec de grands interprètes. Et aussi un très beau film.

Cluny Palace 5^e (vo).



LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.
de Jamis Uys.

Une satire mordante sur les méfaits de la « civilisation » sur une tribu africaine des Bushmans.

Capri 2^e.

L'ETOFFE DES HÉROS.
de Philip Kaufman.

La conquête — américaine — de l'espace. A la gloire de la science... et des USA.

Marbeuf 8^e (vo). Espace Gaité 14^e (vo).

PAIN ET CHOCOLAT.
de Franco Brusati.

Un immigré italien en Suisse. Du rire à l'émotion.

Saint-Michel 5^e (vo).

BIQUEFARRE ET FARREBIQUE
de Georges Rouquier.

Un village de l'Aveyron aujourd'hui et dans les années 1940.

Olympic 14^e.

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

On n'a parfois pas le choix : il faut assassiner les membres de sa famille ! Un chef-d'œuvre de l'humour britannique.

Balzac 8^e (vo).

SPARTACUS.
de Stanley Kubrick

La révolte des esclaves contre Rome. A ne pas manquer quand il passe.

L'Épée de Bois 5^e (vo).



« Et la vie... et les larmes... et l'amour »

film soviétique de Nicolai Goubenko

A quoi ressemble un hospice de vieillards dans l'URSS « socialiste » ? Avant tout, à d'autres hospices comme on pourrait en voir en France ou dans un autre pays occidental. Ce film du cinéaste soviétique Nicolai Goubenko ne nous laisse sur ce point aucune illusion. L'hospice où se situe le film a les murs délabrés, les plafonds troués, et il pleut dans les chambres. Il faut donner de grands coups de pied sur le parquet pour que la lumière électrique daigne s'allumer. Les vieux moisissent là, sans que le bureaucrate de service placé à la tête de l'hospice daigne leur accorder la moindre considération. Pour lui, ce sont seule-

ment des gens qui figurent à ses « effectifs » et qui ne doivent pas faire d'histoires : ils sont parqués, oubliés, méprisés par ce bureaucrate glacial et sans humanité, mais avant tout content de lui et tenant à sa place.

Une femme, médecin nouvellement nommé dans l'hospice, y introduit pourtant un peu d'humanité. Pour elle, les vieillards ne sont pas des « effectifs », mais des êtres humains. Ça paraît évident mais ça ne l'est pas, même dans la patrie du « socialisme ». Et cette femme sait leur redonner goût à la vie, gaieté et initiative. Ça aussi, c'est simple, mais justement ça ne va pas

sans conflit avec notre bureaucrate.

Le film de Goubenko montre tout cela avec délicatesse et sensibilité. Ce n'est, certes, pas une critique sociale. Au fond, Goubenko ne critique qu'un individu, ce directeur d'hospice qui ne remplit pas correctement la tâche que la société attend de lui, et il montre que, pour qui veut se donner la peine, il est possible de trouver dans la société, autour de soi, l'initiative humaine grâce à laquelle les choses iront mieux. C'est un film tout en nuances... mais même ces nuances jettent une lueur féroce sur la société soviétique.

André FRYS

1984

de Michaël Radford avec Richard Burton
d'après le roman de George Orwell

Adapté du roman de George Orwell, le film a voulu lui être fidèle. Winston, le héros, erre dans une société totalitaire où Big Brother règne en maître et où la guerre est perpétuelle. Dans ce monde dont les devises sont « La guerre, c'est la paix ; La liberté, c'est l'esclavage ; L'ignorance, c'est la force », le prolétariat est une foule sans visage.

Winston, membre du Parti Extérieur, travaille avec ses collègues du ministère de la Vérité à diffuser le mensonge. Mais, étincelle de vie dans cet univers mort, Winston va vivre un amour défendu et pathétique avec Julia. Seulement, dans ce monde sans échappatoire où rien n'échappe à l'œil de Big Brother, ils se retrouveront finalement dans les chambres de torture.

Le réalisateur a voulu rendre l'atmosphère du livre par la couleur gris bleu des images, par le décor de Londres en ruines, par le son qui distille sans cesse la même propagande, par l'œil omniprésent de Big Brother et par la détresse qui se lit sur les visages des acteurs.

Orwell avait écrit en 1948 une satire désespérée du fascisme, du stalinisme et de toutes les atteintes à la liberté de l'individu qu'il décelait dans la société occidentale. Mais le film a beau suivre pas à pas la trame du livre, il ne fait rien ressortir de l'angoisse qui émanait de l'œuvre d'Orwell. Et c'est plutôt l'ennui qui gagne peu à peu le spectateur.

Michel BROUSSE



SELECTION TELE

Samedi 24 novembre

14 h 05. FR3. Jeux Olympiques de Berlin en 1936, film de montage d'archives.

16 h 15. FR3. TRIBUNE LIBRE de LUTTE OUVRIÈRE dans le cadre de l'émission Liberté 3 : Arlette Laguiller parlera des nouveaux pauvres, des riches et de la crise.
17 h. FR3. TRIBUNE LIBRE de la Ligue Communiste Révolutionnaire, dans le cadre de la même émission.



Dimanche 25 novembre

15 h 15. FR3. Palais de justice, par le Théâtre national de Strasbourg. Une radiographie féroce de la justice.

20 h 35. TF1. L'ainé des Ferchaux, film de J.-P. Melville avec Charles Vanel et J.-P. Belmondo, d'après un roman de Simenon. Un banquier en fuite engage un jeune chauffeur pour le protéger, lui et sa valise de 100 000 dollars... une grosse tentation pour Belmondo.

21 h 40. A2. Dans la série Mœurs en direct, le début d'une enquête ayant pour thème la vieillesse. Première partie : La vie commence à 60 ans.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Mission to Moscow, film américain réalisé en 1943 pour sensibiliser la population américaine à l'alliance avec l'URSS avec justification du pacte germano-soviétique et des procès de Moscou... Une curiosité.

Lundi 26 novembre

20 h 35. TF1. L'avenir du futur présente un film : Le guérisseur, de Yves Ciampi (1953) avec Jean Marais, Danielle Delorme et Maurice Ronet, suivi d'un débat sur les maladies psychosomatiques.

20 h. 35. A2. Amphitryon 38, pièce de Jean Giraudoux. Un vaudeville bien léché chez les dieux de l'Antiquité.

20 h 35. FR3. Une robe noire pour un tueur, film de José Giovanni avec Annie Girardot, Claude Brasseur, Bruno Cremer et Jacques Perrin. Une avocate hostile à la peine de mort défend la tête d'un truand impliqué dans une affaire qui mouille la police.

Mardi 27 novembre

20 h 35. TF1. L'odyssée de l'équipe Cousteau. Pour le plaisir des yeux : à propos des combats et des amours des hippopotames d'Afrique.

20 h 40. A2. Une journée particulière, film d'Ettore Scola avec Sophia Loren et Marcello Mastroianni. Chronique sociale de l'Italie mussolinienne.

23 h. FR3. La ville abandonnée, film américain de W.A. Wellman (1948). Un grand western.

Mercredi 28 novembre

20 h 35. FR3. Agora, émission de la Communauté des TV francophones : La guerre des sexes ou Danger : femmes au travail. Trois courtes pièces sur ce thème introduisant un débat avec le public.

21 h 40. TF1. Le deuxième sexe. 3^e partie : Du mythe à la triste réalité. Suite de l'émission consacrée au sort des femmes en France et dans le monde, 35 ans après la parution du livre de Simone de Beauvoir.

Jeudi 29 novembre

20 h 35. TF1. La dictée. 3^e épisode du feuilleton consacré aux premières années de l'école publique à la fin du XIX^e siècle.

20 h 35. FR3. Le retour de Martin Guerre, film de Daniel Vigne avec Gérard Depardieu et Nathalie Baye. Au XVI^e siècle, un paysan parti à la guerre revient huit ans plus tard et tente de prendre place dans le village et le foyer d'un de ses compagnons d'armes.

Vendredi 30 novembre

20 h 35. FR3. Vendredi : les Juifs d'URSS.

22 h 45. TF1. Photographie et société. Deuxième partie : Réalité de l'image, ou L'image nous manipule. D'après Gisèle Freund, grand reporter, historienne et théoricienne de la photo.

23 h. A2. Ciné-Club : Voyage à Tokyo, de Yasujiro Ozu (1953). La dissolution de la cellule familiale traditionnelle dans la société japonaise d'après la guerre.

Grève contre la fraude fiscale en Italie

Dans quel pays commerçants et professions libérales déclarent-ils, sans rire, gagner moins que le salaire moyen d'un ouvrier d'industrie ? C'est en Italie, un pays où l'impôt sur les entreprises ne rapporte pas grand-chose à l'Etat et où 80 % des recettes fiscales sur les revenus des personnes sont acquittés par les seuls salariés tandis que 4 millions de personnes « échappent », légalement ou non, à l'impôt.

Dans ce pays, la fraude fiscale de la petite et grande bourgeoisie (les salariés, eux, ne peuvent évidemment rien dissimuler de leurs revenus) atteint, selon le gouvernement, un tel niveau de manque-à-gagner pour l'Etat (300 milliards de francs environ) que des mesures s'imposaient.

Le ministre des Finances ayant, depuis quelques mois, préparé un projet de loi prévoyant une répression accrue de la fraude fiscale, l'on a vu des commerçants descendre manifester dans la rue contre ce projet. Avec un certain succès, apparemment, puisqu'une fraction de la coalition gouvernementale à majorité

démocrate-chrétienne fait tout au Parlement pour vider de son contenu le projet de loi et le rendre ainsi indolore aux sept millions de boutiquiers dont la droite gouvernementale n'a aucune envie de perdre les voix lors des prochaines élections.

C'est dans ce contexte et pour faire contre-poids à cette mobilisation de la petite bourgeoisie que, mercredi, les centrales syndicales communiste CGL, socialiste CISL et catholique UIL ont appelé 18 millions de salariés à faire 4 heures de grève. Un appel à la grève qui, bien sûr, s'appuie sur le sentiment qu'ont les travailleurs italiens d'être victimes d'une injustice fiscale et sociale flagrante, quand ils constatent que le fisc leur prend 40 % de leur salaire alors que dans le même temps il exonère d'impôts des millions de possédants petits ou gros qu'il laisse impunément frauder.

Seulement le sens que les syndicats ont voulu donner à cette grève ne se résumait pas à protester contre une injustice, mais consistait aussi, sinon surtout, en un soutien apporté à un projet gouvernemental.

En effet, cela fait un an et demi que les syndicats n'avaient pas appelé la classe ouvrière à un mouvement d'ampleur nationale. Un an et demi pendant lequel le gouvernement, dirigé par le socialiste Bettino Craxi, a multiplié les attaques contre la classe ouvrière (en supprimant l'échelle mobile des salaires, en rognant les indemnités de chômage, notamment), et ceci sans que les syndicats organisent de riposte nationale.

Par contre, cette fois, pour cette grève nationale de 4 heures, ce n'est pas contre ce gouvernement antiouvrier, mais à ses côtés ou en tout cas en soutien d'une de ses composantes et du projet du ministre des Finances, que les syndicats ont appelé les travailleurs à se mobiliser. Et ceci au nom d'une prétendue « justice fiscale » qui, si le projet du ministre des Finances devait être adopté, se traduirait peut-être par quelques contrôles fiscaux supplémentaires pour la petite bourgeoisie, mais sûrement pas par moins d'impôts pour les travailleurs.

Pierre LAFFITTE

PAYS BASQUE ESPAGNOL

Assassinat d'un député indépendantiste



La police tente de s'emparer du cercueil de X. Brouard que portent des militants d'Herri Batasuna.

Les deux mouvements indépendantistes basques, Herri Batasuna et Euskadiko Eskerra, le Parti Nationaliste Basque, mais aussi les Commissions Ouvrières et toutes les autres formations politiques du Pays basque ont appelé à une grève générale au Pays basque jeudi 22 novembre, pour protester contre l'assassinat, le mardi précédent, du député indépendantiste Xanti Brouard. Le docteur Xanti Brouard était un des leaders du mouvement Herri Batasuna, proche de l'ETA-militaire.

Les deux tueurs qui sont venus l'abattre dans son cabinet, en plein milieu d'une consultation, pourraient appartenir au GAL, ce groupe clandestin d'extrême-droite « anti-terroriste », sorte de police non officielle qui était spécialisée jusque-là dans la poursuite de l'autre côté de la frontière et l'assassinat de militants basques venus se réfugier en France, et dont ce serait le premier assassinat en Espagne même. A moins qu'ils n'appartiennent à un autre réseau du même genre, opérant, lui, en Espagne, ce qui revient au même. Et l'attentat organisé mercredi à Madrid contre le général Luis Roson Perez pourrait être une réponse de l'ETA-

militaire à l'assassinat du docteur Brouard.

C'est l'indignation suscitée à Bilbao qui a conduit tous les partis à s'associer à l'appel à la grève. Mais, d'après le reportage du journal *Libération* du 22 novembre, du côté des indépendantistes basques ce ralliement de tous les partis à la protestation est considéré comme hypocrite. En particulier les déclarations du ministre de l'Intérieur Barrio Nuevo, qui s'est dit « consterné », sont, dit un militant basque cité par *Libération*, « une immense mascarade » ; et si le ministre se sent gêné, c'est seulement qu'« il vient de constater que le GAL est incontrôlable, qu'il a mis en place des forces qu'il ne peut plus maîtriser ».

Car derrière les hommes du GAL, derrière les tueurs non officiels, c'est évidemment la police espagnole qui agit, cette police dirigée aujourd'hui par Barrio Nuevo, mais qui est la même que celle qui opérait sous Franco.

Et lorsqu'au mois de septembre dernier Mitterrand décidait de livrer à son collègue et ami, le socialiste Felipe Gonzalez, des militants basques réfugiés en France, c'est à cette police-là qu'il les livrait.

Pologne

Croisière vers le large

Pour le régime de Jaruzelski, cela doit quand même ressembler un peu à un petit Trafalgar touristique. Lundi dernier, c'étaient 190 passagers du paquebot polonais *Stefan-Batory* qui profitaient d'une escale à Hambourg pour faire la belle. Deux jours plus tard, à Travemünde, même scénario, mais avec un autre bateau cette fois, et 93 touristes qui préféreraient ne pas remonter à bord.

Quant au *Stefan-Batory*, à peine avait-il gagné sa nouvelle escale, Rotterdam, qu'il perdait 5 nouveaux passagers !

Au total, depuis le début de l'année, 700 Polonais auraient ainsi réussi à prendre le large à l'occasion de voyages touristiques depuis le seul port de Hambourg. Et il ne serait pas

étonnant que ce bilan chiffré s'alourdisse encore, tant les « charmes » du régime polonais sont peu convaincants pour des gens dont certains viennent de déclarer à la presse de Hambourg qu'ils avaient préparé depuis des années cette croisière, dans l'espoir de filer à l'Ouest.

Des chiffres de départs aussi massifs peuvent surprendre, s'agissant de gens originaires d'un pays situé derrière le rideau de fer. Cela tient peut-être au fait que le régime polonais, s'il n'ouvre pas largement ses frontières à ses ressortissants, ne les tient pas aussi hermétiquement fermées que ses voisins est-allemands ou tchécoslovaques, par exemple. A certaines époques, ce régime a préféré laisser partir, parfois en nombre, des Polonais qu'il

estimait trop contestataires ou remuants, certains d'entre eux refusant alors quelquefois, tels ces militants de Solidarité emprisonnés après le coup d'Etat de 1981, une libération qui avait pour prix l'exil.

Mais si Jaruzelski et consorts ne se font guère d'illusions sur ce que pensent d'eux la majorité des habitants de leur pays, ils se passeraient sans doute de cette publicité internationale peu flatteuse que leur valent des défections massives répétées et l'ingéniosité de certains Polonais, tels ces 500 supporters de l'équipe nationale de football qui n'avaient suivi leur équipe en Espagne, lors du Mondial de 1982, que pour mieux rester de l'autre côté du filet de but !

Pierre LAFFITTE

**SAMEDI 24 NOVEMBRE
à 16 h 15 sur FR3**

**TRIBUNE LIBRE
de Lutte Ouvrière
avec Arlette Laguiller,
sur le thème
Les « nouveaux pauvres »,
les riches et la crise.**